

Archives

Franklin Delano Roosevelt, ou comment gagner la bataille contre Wall Street et l'impérialisme britannique

vendredi 1er octobre 2010

Ce texte a été rédigé en septembre 2000 et a été publié dans l'ouvrage Roosevelt-de Gaulle-Monnet : Reprendre leur combat (Solidarité et Progrès, 2000).

Deux autres parties de ce livres sont également disponibles :

Pour un nouveau Bretton Woods : Crise systémique, économie physique et anti-entropie

La planification, « ardente obligation » et inspiration pour aujourd'hui

Sommaire

Franklin Delano Roosevelt, l'Américain qui sauva son pays de la crise de 1929 en lançant le New Deal, une politique de grands travaux, et en menant l'effort de guerre jusqu'à la victoire finale contre le nazisme. Ceux qui l'apprécient savent qu'il conçut le plan Marshall et l'Organisation des Nations unies, et ceux qui l'aiment moins mentionnent son conflit avec Charles de Gaulle et affirment qu'il tenta de nous prendre les plus beaux fleurons de notre empire pour les mettre sous contrôle de son pays.

Toutes ces analyses ont pour principal défaut de voir l'histoire américaine de l'extérieur, en jugeant *a priori* que les Etats-Unis et leur peuple s'identifient avec les intérêts financiers anglo-américains. Elles ne tiennent pas compte du rôle que joua l'Empire britannique, tout particulièrement financier et monétaire, dans la guerre, ni des efforts constants que consacra Winston Churchill à maintenir l'influence de la banque et de l'oligarchie britanniques outre-Atlantique. Ce faisant, elles négligent un point essentiel de l'histoire du XXe siècle, qui fut la lutte, à l'intérieur même des Etats-Unis, entre partisans du système industriel américain et le lobby de banque et de Bourse « anglophile » qui entendait à tout prix, y compris par un changement de régime, garder le contrôle du pouvoir.

Ce point ne serait qu'un point d'histoire relevant du talent des historiens s'il n'avait sur la situation

politique actuelle, en cette année 2000, une incidence directe et décisive. En effet, la politique économique américaine se trouve aujourd'hui à nouveau sous le contrôle des milieux que Roosevelt combattit en son temps et comme alors, ils cherchent à nous faire croire qu'en dehors de leur option néolibérale, c'est-à-dire en fait la dictature des marchés financiers, il n'y a pas de salut. Roosevelt, et c'est en cela qu'il nous intéresse, a au contraire donné la preuve, par son combat, qu'une autre politique était et est possible, dans l'intérêt général (le *General Welfare* inscrit dans la Constitution américaine) et plus précisément, dans l'intérêt de ce qu'il appelait lui-même la « majorité oubliée ». Ce que nous nous proposons de montrer ici est la véritable bataille qu'il mena très concrètement à la fois contre Wall Street, l'oligarchie financière anglo-américaine et l'Empire britannique, et comment il parvint - temporairement - à l'emporter, malgré les efforts de ses ennemis et même les avis de son proche entourage, en mobilisant en sa faveur le peuple américain. Nous utiliserons, en particulier, ses discours, ses articles et sa correspondance, ainsi que les deux livres qui permettent de rentrer dans le vif du sujet parce qu'ils ont été rédigés par des acteurs qui n'avaient pas à prendre de gants : *As He Saw It*, de son fils Elliot, et *Wall Street Under Oath*, de Ferdinand Pecora, le conseil nommé par Roosevelt auprès de la Commission bancaire du Sénat, qui enquêtait sur les excès de pouvoir des grandes banques. Nous voyons bien entendu dans la manière dont fut menée cette bataille, une leçon pour aujourd'hui. Pour la partie concernant Jean Monnet, nous nous sommes inspirés de ses mémoires et de la très riche et très complète biographie d'Eric Roussel (Fayard).

1. UNE CERTAINE IDÉE DE L'AMÉRIQUE

Roosevelt n'était pas un homme du peuple : il appartenait au contraire à une famille « patricienne », ce qui, bien entendu, lui facilita la tâche, au moins au départ. Il était même le cousin de Theodore Roosevelt, le premier président ouvertement et explicitement impérialiste de l'histoire américaine. Cependant, à l'âge de 39 ans, en 1921, il subit une attaque de poliomyélite qui le paralysa. Pendant près de six ans, il se retira de la vie publique et se plongea dans l'histoire de son pays. Face aux excès du libéralisme d'alors, il étudia les œuvres et l'action d'Alexander Hamilton, le premier secrétaire au Trésor américain après l'indépendance, qui proposa à son pays une politique volontariste de crédit public. Hamilton, opposé à ce qu'il appelait l'école financière d'économie britannique, avait rédigé deux rapports, l'un sur la notion de banque nationale, l'autre sur la politique en faveur de l'activité manufacturière, qui exercèrent une influence profonde sur le futur Président. Celui-ci, suivant de près les relations entre l'Europe et les Etats-Unis pendant les années 20, comprit que cette question du « crédit pour le développement » était fondamentale et que les égarements de la spéculation boursière, le règne de l'étalon-or et la gestion des dettes et des dommages de guerre constituaient un danger non seulement pour l'économie mondiale, mais pour l'identité même de son pays. Il comprit en même temps que celui-ci ne pouvait ni se cantonner dans un isolationnisme suicidaire, ni intervenir dans les affaires du monde en suivant le modèle anglais ou en se mettant à la remorque de la diplomatie londonienne. C'est alors qu'il conçut une certaine idée de l'Amérique à la mesure des défis du XXe siècle, exemplaire, forte mais jamais impériale ou abusant d'autres Etats-nations.

En juillet 1928, il rédigea un article dans *Foreign Affairs*, la revue de l'élite internationale américaine, intitulé « A democratic view of our foreign policy », une vision démocratique de notre politique étrangère. Il s'élève contre la dérive de la politique extérieure américaine vers une « politique du dollar » et une « diplomatie de la canonnière » et propose, notamment vis-à-vis des autres républiques des deux Amériques, une politique de paix par le développement mutuel :

« Toute intervention unilatérale de notre part dans les affaires intérieures d'autres pays doit cesser ; avec la coopération des autres, nous devons assurer plus d'ordre dans cet hémisphère et moins d'hostilité [...] Les temps sont mûrs pour entamer un autre chapitre. Sur cette nouvelle page, il y a beaucoup à écrire en suivant l'esprit de nos pères fondateurs. Si notre leadership est juste - ou, plus profondément, si l'esprit qui le guide est inspiré par une vraie grandeur - les Etats-Unis pourront regagner la confiance du monde et à nouveau lui rendre service. »

Après la crise de 1929, Roosevelt pense que l'heure d'une nouvelle politique économique et d'une nouvelle politique étrangère est venue. Il se présente contre Herbert Hoover, le continuateur du système anglais d'économie politique aux Etats-Unis, pour à la fois un retour à l'esprit des origines et un renouveau, ce qu'il appelle le New Deal, ou nouvelle donne. Il ne s'agit donc pas là d'une démarche empirique, mais d'une approche réfléchie.

Ses ennemis, dès le départ, en sont parfaitement conscients. Après son éclatante victoire de novembre 1932, un climat d'hostilité commence à être créé contre lui par les milieux financiers. Le 15 février 1933, alors qu'il terminait un discours à Miami, devant quelque 10 000 personnes, des coups de feu sont tirés dans sa direction ; il en réchappe par miracle, alors que le maire de Chicago, Anton Cermak, est tué et plusieurs personnes grièvement blessées. Il est frappant de voir que les livres d'histoire américains officiels minimisent cet acte en prétendant qu'il s'agissait en fait de l'exécution d'un contrat mafieux contre Cermak, ou bien le passent sous silence, alors qu'une femme dans la foule témoigna qu'elle avait détourné le revolver de l'assassin qui, selon elle, visait le Président.

Roosevelt, d'emblée, attaque l'oligarchie dominante. Preuve en est son discours inaugural du 4 mars 1933, prononcé dans le contexte d'une fuite organisée contre le dollar. Comme celui-ci est alors convertible en or, les spéculateurs vendent et le pays perd ses réserves de métal précieux, avec la complicité visible des grandes banques américaines et anglaises. Roosevelt, avec une remarquable liberté de ton, fustige les « money changers », les marchands du temple. L'affrontement, dès le départ, est donc clair : bien que Roosevelt soit né « au sein du milieu », c'est le combat du Président contre Wall Street et l'oligarchie financière, au nom de deux conceptions opposées de l'Amérique.

2. ROOSEVELT CONTRE LES « MARCHANDS DU TEMPLE »

Imaginez maintenant le Président s'adressant à son peuple. L'habitude est de faire de belles déclarations de principe, assez vagues pour séduire tout le monde, et de laisser la porte ouverte aux compromis et aux négociations. Écoutons plutôt le discours du 4 mars 1933. Il marque, comme le comprit parfaitement le grand historien hongrois Karl Polanyi, la rupture avec une société de marché au sein d'un Etat démocratique :

« [...] Les pratiques de marchands du temple sans scrupules se trouvent incriminées devant le tribunal de l'opinion publique, et rejetées par les cœurs aussi bien que par l'esprit des hommes.

« Oui, [ces trafiquants] ont tenté de faire quelque chose, mais leurs efforts portent l'empreinte d'une tradition périmée. Face à l'échec de l'émission de crédit, ils n'ont su proposer que le prêt de davantage d'argent. N'étant plus en mesure de faire valoir la séduction du profit par laquelle ils induisent les gens à suivre leur ascendant frauduleux, ils ont eu recours à des exhortations, plaidant avec des larmes dans les yeux pour un retour à la confiance. Ils ne connaissent que les règles d'une génération d'égoïstes. Ils n'ont aucune vision, et lorsqu'il n'y a pas de vision, le peuple meurt.

« Les marchands du temple ont abandonné leurs sièges dans le temple de notre civilisation. Nous devons maintenant y faire revenir nos anciennes vérités. [...]

« Le bonheur ne réside pas dans la simple possession d'argent ; il tient à la joie d'accomplir, à l'émotion profonde de l'effort créateur. La joie et la stimulation morale du travail ne doivent plus être oubliées dans la folle poursuite de profits évanescents. Ces jours sombres que nous vivons vaudront bien tout ce qu'ils nous coûtent s'ils nous enseignent que notre véritable destinée n'est pas de nous laisser faire, mais de pourvoir à nos besoins et à ceux de nos prochains.

« La reconnaissance de la fausseté de la richesse matérielle comme critère de succès va main dans la main avec l'abandon de la fausse croyance suivant laquelle les responsabilités publiques ou une haute position politique se mesurent seulement suivant les critères de vanité et de profit personnel ; et il faut mettre un point final à cette forme de conduite qui trop souvent, dans la banque et les affaires, abaisse une confiance absolue en une injustice, égoïste et sans cœur. [...]

« Une refondation, cependant, ne fait pas seulement appel à des changements d'éthique. Ce pays exige de l'action, et de l'action immédiate.

« Notre toute première tâche est de mettre les gens au travail. Il ne s'agit pas d'un problème insoluble si nous y faisons face avec sagesse et courage. Nous pouvons en partie réussir si nous embauchons directement par l'intervention de l'Etat lui-même, nous mobilisant en vue de cette tâche comme nous le ferions dans une situation de guerre, mais en même temps, grâce à cette force de travail ainsi mobilisée, en accomplissant les grands projets dont nous avons besoin pour stimuler et réorganiser l'utilisation de nos ressources naturelles. [...]

« Finalement, dans notre progression vers la reprise du travail, nous aurons besoin de deux protections contre un retour des maux de l'ordre ancien ; il devra y avoir une stricte supervision de toutes les activités bancaires, de crédit et d'investissement ; il devra en même temps être mis fin à la spéculation faite avec l'argent des autres, et des dispositions devront être prises pour assurer que notre monnaie soit à la fois disponible en quantité suffisante et suffisamment solide. »

Face à ce discours, le directeur de la Banque d'Angleterre, Montagu Norman, se serait écrié : « L'insolent bâtard ! » Dans le club de banquiers américains qui contrôlaient le fonctionnement de la Réserve fédérale, la majorité partagea - sans le dire tout haut - le jugement de Montagu Norman. Les Warburg, les Meyer, les Lazard, les Harriman, un Otto Kahn de Kuhn Loeb et surtout les associés ultraconservateurs de J.P. Morgan, en particulier Thomas Lamont, décidèrent d'organiser une entreprise de déstabilisation de la présidence. Ces hommes, regroupés autour de la banque Morgan, entendaient contrôler les Etats-Unis au sortir de la crise encore davantage qu'ils ne le faisaient en 1928.

La « galaxie Morgan », par exemple, avait placé ses associés dans 167 des plus grandes entreprises du pays, allant de la banque aux chemins de fer en passant par les compagnies d'électricité. Ils exerçaient une influence directe ou indirecte sur tous les grands journaux du pays. La première salve consista à organiser une opération contre le dollar. Le 6 mars 1933, en invoquant les pouvoirs que lui donnait un texte datant des années de guerre, le Trading with the Enemy Act, Roosevelt répliqua en fermant les banques pendant quatre jours et en proclamant un embargo sur le retrait ou le transfert d'or et d'argent.

La tension fut alors à son comble. Roosevelt, malgré l'insistance d'une poignée de ses conseillers, ne se décida pas à aller jusqu'à prendre le contrôle de tout le système de banque et de crédit. Il aurait dû alors abolir ce club de banquiers qu'était - et qu'est toujours - la Réserve fédérale, et lui substituer une Banque nationale suivant la démarche d'Hamilton. Le pouvoir de fait qu'avaient les banquiers privés de battre monnaie avec leur instrument, la Réserve fédérale, aurait alors été repris par le Trésor public - comme le prévoit d'ailleurs la Constitution américaine.

Roosevelt préféra utiliser l'argent des banquiers au service de sa propre politique en engageant avec eux un bras de fer pour les contrôler sans passer aux extrêmes. Le choc n'en fut pas moins frontal.

Roosevelt établit que la monnaie serait toujours émise par la Réserve fédérale, mais ne serait plus convertible en or. Il mit en place de rigoureuses mesures de contrôle du fonctionnement des banques : elles ne pourraient reprendre leurs activités qu'avec une autorisation du Trésor, les banques jouissant d'une bonne situation rouvrant sans problèmes, mais celles que les contrôleurs fédéraux avaient jugées insolvables ne reprenant leurs activités que sous tutelle publique ou devant fermer leurs portes.

Le débat sur la séparation entre activités de banques de dépôt, de banques d'affaires et d'assurances, afin de limiter la spéculation et d'éviter que se constituent des « géants » privés de la

finance, fut tout de suite lancé. Il aboutit, fin juin, au vote du Glass-Steagall Act.

En même temps, le 10 avril, Roosevelt présenta le premier de ses programmes de grands travaux : les lois créant la fameuse TVA, la Tennessee Valley Authority. L'impact politique de la décision fut immense, car la plupart des grandes compagnies électriques américaines se trouvaient sous le contrôle des intérêts Morgan, qui avaient bloqué tout nouveau projet depuis la fin de la Première Guerre mondiale et maintenu le prix du kilowatt à un niveau élevé. Or la TVA avait pour but de briser cette politique malthusienne en fournissant de l'électricité bon marché et en créant en même temps des usines de production d'engrais, pour permettre aux agriculteurs de se fournir à des prix raisonnables.

L'affrontement entre la présidence et le « gouvernement parallèle » des intérêts bancaires et financiers était dès lors direct. J.P. Morgan déclara à un associé : « *Montaigu avait raison. Je crois que nous avons sous-estimé cet homme. Nous allons rattraper le temps perdu.* »

On ne donnait alors pas cher de la peau de Roosevelt, ou du moins de sa capacité à continuer dans cette direction. Certains banquiers, dont les intérêts Morgan, étaient partisans de l'éliminer ; d'autres - comme les associés de Dillon Read ou Otto Kahn, de Kuhn Løeb - de le ramener à la raison, c'est-à-dire aux intérêts de sa classe, tout en pensant qu'un peu de régulation était nécessaire, à condition de ne pas aller trop loin.

Avant de continuer, cela vous rappelle-t-il quelque chose ? Les banquiers qui menèrent le combat contre Roosevelt sont toujours là aujourd'hui, et ont repris leur pouvoir. Il s'agit des mêmes noms, à quelques nouveaux près, et leur idéologie est redevenue dominante : dérégulation, dictature du court terme, simplement dopée par la « nouvelle économie ». (A propos, en 1929, on parlait également de « nouvelle économie » : c'était alors l'automobile, l'aéronautique, les téléphones et la radio. Et l'économiste Irving Fischer, l'un des libéraux les plus respectés, prédisait que les lois de cette nouvelle économie rendaient un krach pratiquement impossible.) Quant au Glass-Steagall Act, il vient d'être mis à la corbeille - pas celle de la Bourse - il y a quelques mois, et comme avant mai 1933, les banques peuvent à nouveau aujourd'hui exercer à la fois des activités de dépôt, d'affaires et d'assurance - et l'on présente cela comme un progrès de l'économie de marché. Revenons maintenant à la victoire remportée par Roosevelt, car elle est édifiante, tant par l'acharnement qu'il manifesta que par sa méthode, consistant à exposer les manœuvres de l'adversaire, à réunir une base sociale pour le combattre et enfin, à le frapper dans ses œuvres vives, sans se laisser distraire de l'essentiel. En d'autres termes, faire éclater publiquement la vérité, mobiliser ses défenseurs par des mesures claires et tenir en échec ses ennemis sous le feu des forces ainsi rassemblées.

3. LA GRANDE BATAILLE CONTRE WALL STREET

Le Président, avec ses alliés au Sénat et à la Chambre des représentants, où il disposait d'une majorité démocrate, fit tenir des auditions sur les opérations des principales banques américaines. Son but était à la fois d'organiser leur contrôle en rétablissant les pouvoirs de l'Etat et d'exposer leurs manœuvres et leurs intrigues devant l'opinion américaine. C'est principalement devant la Commission bancaire du Sénat que se déroulèrent les débats engageant l'avenir du pays. Pour les diriger, la Commission - avec l'appui de Roosevelt - engagea un juriste de New York, Ferdinand Pecora, célèbre pour ses combats contre la mafia et Wall Street. Cet homme, qui avait été auparavant démissionné d'un poste de District Attorney en raison de ses talents et de sa combativité excessifs, était un catholique d'origine sicilienne, ennemi acharné de ce qu'il appelait les « marchands du temple et autres usuriers ».

Dès février, soit entre l'élection de Roosevelt et la passation officielle des pouvoirs, Pecora mit sur le gril, au Sénat, les principales banques commerciales de New York. Il établit que certains des dirigeants de ces banques, comme les jusque-là tout-puissants Charles Mitchell et Hugh Baker, de

la National City Bank, et Albert Wiggin, de la Chase, avaient menti à leurs actionnaires, manipulé le cours d'actions pour leur bénéfice et celui de leur banque, et avaient réalisé des profits au-delà de toute limite raisonnable, sans le moindre souci de l'intérêt économique de leur pays.

Pecora s'avéra un interlocuteur sans complaisance, à l'opposé des habitudes de « courtoisie entre gens du même monde », ne craignant jamais d'appeler un chat un chat. Mitchell et Baker, deux alliés du groupe Morgan parmi les banques commerciales, durent démissionner face au scandale. James Perkins, le successeur de Mitchell, sépara immédiatement les activités de banque commerciale de la National de celles de banque d'affaires. Le discours de Roosevelt du 4 mars contre les « marchands du temple » fut donc prononcé dans le climat créé par Pecora et la Commission bancaire du Sénat, et le terrain se trouva également préparé pour ce qui allait devenir le dispositif Glass-Steagall.

C'est début mars que Pecora s'attaqua aux intérêts Morgan. Le conseil de Morgan, John W. Dawis, ancien candidat à la présidence démocrate en 1924 et ancien ambassadeur américain en Grande-Bretagne, déclara que les questions posées par Pecora et la Commission bancaire étaient insultantes et n'appelaient aucune réponse. Pecora, qui avait passé des journées entières dans les bureaux de Morgan pour éplucher tous ses comptes, contraignit alors la banque à s'exécuter, documents en mains. Ce furent les fameuses auditions de mai et de juin, qui révélèrent au public américain l'existence d'un véritable « gouvernement parallèle », celui des « marchands du temple » qu'avait dénoncés Roosevelt. Avant ces auditions, le 11 avril, une nouvelle opération de déstabilisation contre le dollar fut lancée pour tenter un chantage au chaos contre Roosevelt et Pecora. La première réaction de Roosevelt fut de défendre le dollar, mais il comprit vite qu'il ne pourrait battre les spéculateurs à leur propre jeu. Accélégrant son offensive au-delà de ce qu'il avait lui-même pensé au départ, il décida de changer de terrain : le 19 avril, il institua l'embargo sur l'or, renonça au système d'étalon-or et fit introduire, dans une loi sur l'agriculture, un amendement lui permettant d'étendre ses pouvoirs monétaires.

Immédiatement, Morgan et leurs alliés dénoncèrent la politique aventuriste de Roosevelt et appelèrent au rétablissement d'une « monnaie solide ». Mais l'opinion avait été préparée à se méfier de la parole des banquiers, et leur orthodoxie financière tomba dans l'oreille de sourds. Le directeur du Budget de Roosevelt, un partisan des Morgan implanté au sein de l'Administration et que le Président allait bientôt chasser, déclara alors : « C'est la fin de la civilisation occidentale. » On voit ici qu'il ne s'agissait pas de simples réformettes à la mode keynésienne ou social-démocrate. Keynes, d'ailleurs, ne cessera, au cours des années du New Deal, d'écrire à Roosevelt pour lui conseiller de ménager davantage les « milieux d'affaires », ce dont le Président américain ne tint pratiquement aucun compte.

La prochaine phase du combat concerna le remboursement des obligations de l'Etat comportant une garantie-or. Roosevelt laissa se dérouler d'abord les auditions du groupe Morgan. Celles-ci commencèrent le 24 mai, avec pour principaux témoins J.P. Morgan Jr. et Thomas Lamont. Morgan déclara d'emblée qu'il se flattait de représenter une tradition de banque d'affaires américaine « utile au pays et assujettie à des règles éthiques ». Très vite cependant, sous les coups de Pecora, il apparut que ces déclarations pompeuses masquaient mal des manipulations constantes d'un club oligarchique. Un nombre restreint d'hommes très puissants exerçait non seulement un monopole de fait sur l'achat et la vente de titres, mais s'était emparé de l'industrie américaine et, par toutes sortes de moyens de pression et de corruption, contrôlait une élite de banquiers, de diplomates et de politiciens. Les départements d'Etat, du Trésor et de la Justice apparurent - comme ils le sont aujourd'hui - le centre de leurs opérations au sein de l'appareil d'Etat, tandis que la Réserve fédérale était tout simplement leur chose.

Thomas Lamont, l'homme de Morgan, répliqua que la croyance dans les pouvoirs extraordinaires de sa banque était une « illusion populaire ». Ce à quoi Pecora rétorqua chiffres en mains, en présentant les listes de sociétés où les partenaires de Morgan siégeaient au conseil d'administration, la liste de banques dont ils étaient directeurs et les bilans du groupe. Il apporta alors la preuve que Morgan et ses vingt partenaires, ainsi que leur associée de Philadelphie, Drexel and Co., n'avaient payé - malgré leurs immenses avoirs - aucun impôt sur le revenu en 1931 et 1932. Morgan se défendit alors en disant qu'il avait simplement exploité les lois existantes. « Si les lois sont mal faites, ce n'est pas mon problème » déclara-t-il insolamment à la Commission. Ce à

quoi il lui fut répondu que l'on pouvait donc avoir une suspicion légitime que ces lois avaient été faites sous son influence, d'autant plus que l'administration fiscale, la fameuse Internal Revenue Service (IRS), n'avait jamais vérifié les comptes des Morgan !

Face aux protestations de Morgan, Pecora présenta une dernière liste : celle des clients favoris (*preferred clients*) de la banque, qui avaient systématiquement bénéficié d'actions offertes à des prix inférieurs à ceux cotés en Bourse. Ainsi apparurent les noms de tout ce que les Etats-Unis comptaient d'hommes influents, dans tous les milieux, et en particulier au sein des deux principaux partis du pays. De plus, la preuve fut apportée que Morgan gérait l'un des aspects les plus déterminants de la politique britannique, c'est-à-dire le Fonds de stabilisation de la livre ! Lamont et J.P. Morgan en personne coordonnaient et dirigeaient ses opérations. Deux membres de la Chambre des lords, en Grande-Bretagne, étaient partenaires de la filiale anglaise de Morgan, Morgan Grenfell. A ce point, toute l'opération d'influence anglo-américaine se trouvait exposée. Dans des conditions d'autant plus gênantes qu'il apparut que Morgan Grenfell, avec Hambros et N.M. Rothschild and Sons, avait organisé un fonds de crédit *revolving* en faveur de l'Italie de Mussolini, tout comme elle le faisait - à une échelle bien supérieure - en faveur de l'Angleterre. Lorsque Pecora demanda à Morgan s'il n'était pas gêné d'avoir imbriqué à ce point ses intérêts avec ceux d'un gouvernement étranger, celui-ci répondit qu'il se comportait toujours en « banquier de confiance », qu'il établissait un « mur intérieur entre les affaires et la politique » et surtout qu'il était inimaginable qu'il y ait un conflit d'intérêt entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Il faut comprendre ici que Morgan, soumis à un environnement auquel il n'était pas habitué, et qui jugeait comme une initiative de mauvais goût qu'on lui demande des comptes, s'enfonçait davantage, au fur et à mesure des auditions.

Ainsi, excédé par les questions sur le respect des procédures et des lois, il en vint à dire que toute mesure de régulation bancaire était inutile et qu'il ne voyait donc pas pourquoi il aurait dû ou devrait les respecter. Il affirma que les relations avec ses clients revêtaient une confidentialité absolue et que jamais il n'en dirait quoi que ce soit à la Commission, à l'Etat ni à personne. Le *New York Times*, bien entendu, et quelques sénateurs sudistes, ses obligés, tentèrent de le défendre. Glass s'en prit à Pecora pour être personnellement trop rude avec tant d'hommes dignes d'estime, ce à quoi Pecora répliqua qu'il ne faisait que représenter une loi plus haute, celle définie par les principes constitutionnels - ce qui, personnellement, ne lui rapportait que 225 dollars par mois. Face aux longs applaudissements des spectateurs, Glass ne put que répliquer : « *Oui, tout ce dont il s'agit ici est un cirque, et tout ce qu'il nous manque, c'est les cacahuètes et la limonade.* »

Morgan, sûr de lui, apparut à la séance suivante de la Commission avec une naine de cirque sur ses genoux, se croyant comique, et la photo parut dans la presse du monde entier. Son arrogance et son mépris des êtres humains se trouvèrent ainsi totalement exposés. Même le *New York Times*, qui avait pourtant défendu l'élégant gentleman qu'était M. Morgan contre la « vulgarité transpirante » de M. Pecora, ne put que s'incliner. La presse pro-Morgan avait elle-même été contrainte de publier les dépêches quotidiennes donnant le compte-rendu des auditions. Pecora (*op. cit.*) conclut en allant dans le sens de l'immense majorité de l'opinion : « *Le pouvoir de J.P. Morgan n'était pas une 'grande illusion populaire', comme M Lamont l'aurait dit, mais un fait dans toute sa brutalité. Il s'agissait d'un grand courant alimenté par plusieurs sources : par ses dépôts, ses prêts, ses lancements de sociétés, ses postes d'administrateur, sa position prééminente de banque d'affaires, son contrôle de holdings qui, à leur tour, contrôlaient de très nombreuses filiales, et enfin par les liens de pressante gratitude dans lesquels il tenait habilement les membres de sa liste préférentielle de clients favoris. Cela atteignait tous les coins et recoins du pays, et pénétrait tant au sein de l'Etat que du monde des affaires. Les problèmes soulevés par une telle institution vont bien plus loin que ceux qui peuvent être résolus par une réglementation bancaire, au sens étroit du terme. Il peut s'agir d'un formidable rival pour le gouvernement lui-même.* »

Le scandale était alors immense : le secrétaire au Trésor, Woodin, qui allait plus tard devoir se retirer, figurait lui aussi sur la liste préférentielle de Morgan ! Roosevelt se trouvait donc, devant l'opinion, en position de force et les banquiers étaient politiquement discrédités. Il saisit l'avantage en étendant son offensive.

Alors que le sénateur Glass avait tenté de faire passer au Sénat une loi étendant les pouvoirs de la Réserve fédérale, contenant une clause réaffirmant son indépendance vis-à-vis du Trésor et affirmant son statut de banque privée, Roosevelt demanda au président de la Commission bancaire à la Chambre des représentants, Steagall, de présenter un projet de loi parallèle, confirmant mais n'accroissant pas les pouvoirs de la Réserve fédérale et, surtout, établissant le divorce définitif entre banques de dépôt et banques d'affaires. Les textes de Steagall et de Glass furent finalement réunis en un seul, le fameux Glass-Steagall Act, voté à la fin juin 1933, qui vient d'être aboli par le président Clinton il y a quelques mois. Certes, le Trésor ne se substituait pas à la Réserve fédérale, mais les pouvoirs des banques se trouvaient sérieusement diminués et contrôlés, tant dans le domaine des activités (séparation obligatoire) que dans le domaine géographique (pas d'allègements à l'interdiction d'exercer l'activité dans plus d'un seul Etat de l'Union). La tentative de Glass en faveur de Morgan et des banques se trouvait ainsi retournée contre elle-même, bien que Roosevelt ne fût pas entièrement satisfait d'un texte qui laissait encore trop de souplesse à la Réserve fédérale, ce qui avait une importance limitée sous un pouvoir fort, mais allait permettre aux banques de reprendre plus tard leur influence sous des pouvoirs plus faibles.

Le 26 mai, jour de l'affrontement entre Glass et Pecora sur le « cirque », Roosevelt présenta une loi abolissant la clause-or dans les contrats de prêt ou les obligations et autorisant les remboursements en dollars, c'est-à-dire dans la « devise courante » sans garantie-or. Non seulement il était interdit d'émettre de nouvelles obligations comportant une clause-or, mais les anciens dollars ou les anciennes obligations à garantie-or ne pouvaient en aucun cas être remboursés en or. Cette dernière disposition provoqua la colère des banquiers d'affaires, qui avaient accumulé spéculativement des titres à garantie-or en espérant qu'eux-mêmes et leurs meilleurs clients feraient avec ces titres une excellente affaire - au détriment des réserves d'or du pays. Le 28 mai, le texte gouvernemental fut cependant approuvé par les Commissions bancaires des deux Chambres.

Le 26 mai, la Loi sur l'industrie fut votée au Congrès : elle comprenait un programme de grands travaux pour 3,3 milliards de dollars, tout en prévoyant des dispositions fiscales plus contraignantes afin d'éviter l'évasion pratiquée auparavant par Morgan et ses alliés. Roosevelt demanda également - et obtint - une extension des pouvoirs présidentiels pour relever les droits de douane afin de protéger l'industrie américaine et d'inciter à une relance des investissements dans ce domaine.

Ce que l'on appela alors la « cabale des banquiers » décida qu'après avoir perdu la première manche économique, elle devait tenter de l'emporter dans une seconde, sur le terrain directement politique.

Ainsi, entre avril et juin 1934, le groupe Morgan décida de soutenir un plan de déstabilisation du gouvernement américain. L'objectif était de créer une situation de chaos dans laquelle ce que certains appelaient la « révolution de Roosevelt » pourrait être arrêtée. Pour cela, Morgan - qui comptait parmi ses associés de nombreux admirateurs de la marche sur Rome de Mussolini et qui, rappelons-le, finançait le Duce - entreprit de recourir à des milices armées et à des anciens combattants de la Grande Guerre insatisfaits. Il réunit à cet effet quelques hommes déterminés.

Leur attention se porta sur l'American Legion, qu'ils finançaient depuis 1919 et utilisaient jusque-là pour lutter contre les syndicats « rouges ». Les chefs de cette Legion avaient reçu le surnom de « Famille Royale », tant leurs mœurs étaient britanniques et leurs identités patriciennes (banquiers, courtiers de bourse, avocats d'affaires, etc.).

En même temps, ils tentèrent de coopter la rivale de la Legion, les Veterans of Foreign Wars (Vétérans de guerres étrangères, VFW), qui étaient moins antisindicalistes que la Legion et ne voulaient pas être des « jaunes », mais qui, au fur et à mesure de l'aggravation de la dépression, entendaient imposer le paiement immédiat de leurs primes d'anciens combattants, prévu seulement en 1945, et devenaient de plus en plus enragés.

L'homme que les Morgan entendaient manipuler en faveur de leurs intérêts était le Major General Smedley Darlington Butler, dont ils espéraient exploiter le patriotisme. Butler cependant n'avalait pas l'appât qu'on lui tendait et dénonça finalement le complot, ce qui mit un terme aux menées

des banquiers.

Cette histoire, très peu connue en Europe, mérite d'être contée brièvement, car elle éclaire le combat de Roosevelt en montrant l'opposition qu'il dut affronter, bien au-delà des urnes, des salons de Washington et des Commissions du Congrès. Elle permet aussi de mieux comprendre l'histoire américaine contemporaine, et notamment les extrêmes jusqu'auxquels sont allés les ennemis de Kennedy, de Martin Luther King et de LaRouche. Car la violence n'y est pas une dérive des ghettos ou de classes moyennes exaspérées, mais une composante de l'oligarchie elle-même, la méthode qu'elle utilise lorsque son pouvoir se trouve menacé.

4. LE FASCISME DE L'OLIGARCHIE FINANCIÈRE AMÉRICAINE

Il devenait alors de plus en plus évident, pour quiconque se penchait sur le problème, que l'American Legion et ceux qui la soutenaient politiquement et financièrement étaient de moins en moins démocrates et de plus en plus à la dérive. Dès 1923, le commandant en chef de la Legion, Alvin Owsley, avait ouvertement soutenu Mussolini et estimé que le fascisme était une option politique viable pour les Etats-Unis. *« Si jamais il en est besoin, déclara-t-il, l'American Legion est prête à protéger les institutions de son pays et ses idéaux tout comme les fascistes ont traité les forces destructrices qui menaçaient l'Italie. N'oubliez pas que les fascistes sont aujourd'hui pour l'Italie ce que l'American Legion est pour les Etats-Unis. »* En mars 1931, l'American Legion fit passer une résolution exprimant son admiration pour Mussolini, et ses chefs s'inquiétaient ouvertement de la pollution de la race américaine par des « non aryens ». On ne s'étonnera pas, dès lors, d'apprendre que ce mouvement d'anciens combattants à la nature un peu particulière servait de base de recrutement pour le Ku Klux Klan. En même temps, des provocateurs au sein du Parti communiste américain entretenaient un climat de violence et de confusion propice à toutes sortes de menées.

Cependant, Butler, le plus décoré des officiers d'active américains, fit alors un discours à la convention de l'American Legion, dans le Connecticut, où il s'en prit aux banquiers et à Wall Street déclarant notamment : *« J'ai aidé à violer la souveraineté d'une bonne demi-douzaine de républiques d'Amérique centrale pour le compte de Wall Street. En Chine, j'ai tout fait pour que les opérations de la Standard Oil puissent se poursuivre sans problèmes. J'avais un racket d'enfer et j'ai été récompensé par des honneurs, des médailles et des promotions. J'aurais pu donner quelques bons conseils à Al Capone. Le mieux qu'il ait jamais pu faire, c'est de racketter trois villes en même temps. Les Marines, eux, opéraient sur trois continents. »* Le 5 décembre 1931, Butler fit publier dans le *Liberty Magazine* un article intitulé : *« Que les Amiraux aillent se faire voir ! Pourquoi j'ai pris ma retraite à 50 ans. »*

Fin juillet 1932, la Bonus Army (l'armée des anciens combattants qui réclamaient le paiement de leurs primes) descendit sur Washington. Plus de 10 000 hommes en colère campèrent alors sur les rives de l'Anacostia. Butler encouragea ces hommes à se battre pour leurs droits, mais parvint à éviter un bain de sang en leur conseillant de ne pas céder aux provocations et de rentrer chez eux, où les gouverneurs de leurs Etats respectifs allaient leur fournir des aides conséquentes. L'on échappa ainsi de peu au pire.

Roosevelt fit l'éloge de Butler. Ce dernier, qui se flattait de n'avoir jamais voté démocrate de toute sa vie, envoya à Roosevelt, dès son élection, un télégramme disant : *« Nous saluons votre nomination comme l'un des plus grands bienfaits que puisse recevoir une nation à un moment d'adversité. »* Au moment de l'attentat contre Roosevelt, en février 1933, Butler se demanda tout haut si le bras de l'assassin n'avait pas été armé par Wall Street et ses banquiers. Ainsi, sur une base anti-Wall Street, Butler et Roosevelt se retrouvaient du même côté de la barrière politique.

L'objectif du clan Morgan fut précisément, dès lors, de retourner Butler contre Roosevelt. Leur pari était de faire de Roosevelt un dangereux socialiste, que Butler, en bon « conservateur », détesterait

encore davantage que les banquiers.

Butler n'était peut-être pas le candidat le plus facile pour l'entreprise de déstabilisation ainsi prévue par Morgan et ses alliés, mais ces derniers savaient bien que l'American Legion et les VFW à eux seuls ne suffiraient pas. Il fallait un leader charismatique et Butler était le seul disponible. Sa rhétorique antibanques et anti-Wall Street pouvait même être utile, comme la rhétorique anticapitaliste et populiste de Mussolini, pour masquer les intentions des comploteurs. Ceux-ci se mirent donc à l'œuvre, espérant que Butler serait entraîné par ses faiblesses et l'aveuglement de sa base.

5. LE COMLOT CONTRE ROOSEVELT

L'opération pour engager Butler dans un complot commença, d'après les documents dont on dispose, dès le 1er juillet 1933, après l'échec des Morgan devant la Commission bancaire du Sénat. Deux dirigeants de l'American Legion rendirent alors visite à Butler en Pennsylvanie. Il s'agissait de Bill Doyle et de Gerald McGuire. McGuire travaillait pour le colonel Grayson Mallet-Prevost Murphy, qui dirigeait une maison de courtage new-yorkaise négociant des actions et des obligations internationales. Grayson Murphy se trouvait sur la liste des meilleurs clients de Morgan et était l'un des directeurs de la Morgan's Guaranty Trust Bank ainsi que de plusieurs sociétés associées aux Morgan. Cet homme avait joué un rôle important dans le syndicat de prêteurs organisé en faveur de l'Italie et avait, pour cette raison, été décoré par Mussolini en personne. Dès 1903, il avait été sélectionné par Theodore Roosevelt pour des « opérations parallèles », consistant principalement à organiser des interventions militaires américaines en Amérique latine pour imposer le remboursement de dettes publiques et privées. Et juste après la Grande Guerre, il voyagea fréquemment en Italie, notamment pour y rencontrer Mussolini avant la marche sur Rome, sans que le gouvernement de son pays en soit informé.

McGuire annonça à Butler qu'ils venaient à lui pour qu'il prenne le commandement d'un groupe de « légionnaires » déçus par leur direction et exigeant un engagement plus radical « en faveur du soldat ». Ils lui proposèrent de prononcer un discours à leur convention nationale, à Chicago, mettant en cause les chefs « trop modérés » de la Legion d'alors. Butler, bien entendu, exprima sa sympathie mais, malgré son anti-autoritarisme qui avait été bien « profilé », déclina leur invitation car il n'entendait pas se mêler des querelles au sein de la Legion.

McGuire tenta alors d'exciter le colérique Butler contre Roosevelt. Il lui dit qu'il était chargé d'inviter les VIP à la convention et qu'il était l'un des proches collaborateurs du commandant national, le général Louis Johnson, un ancien secrétaire à la Défense dont le nom, par ailleurs, peut être retrouvé sur la liste préférentielle des Morgan. McGuire assura qu'il s'était arrangé pour faire figurer le nom de Butler sur la liste des invités, mais que Johnson ayant montré la liste à Louis Howe, le secrétaire politique personnel de Roosevelt, celui-ci avait biffé le nom de Butler en déclarant que le Président ne désirait en aucun cas sa présence. Ils dirent à Butler qu'aucune raison n'avait été donnée à cette hostilité présidentielle. mais qu'eux s'étaient arrangés pour qu'il puisse venir de toutes façons, comme délégué d'Hawaii, ce qui lui donnerait le droit de prendre la parole.

Cependant, cette histoire parut étrange à Butler, qui refusa encore la proposition. Il dit plus tard qu'il avait eu clairement le sentiment qu'on essayait de le monter contre Roosevelt. Cependant, Doyle et McGuire revinrent à la charge. Ils dirent à Butler que ce serait indigne de lui de parler au seul nom d'Hawaii, depuis la salle, mais qu'ils avaient entrepris de rassembler deux à trois cents légionnaires pour le soutenir à la convention, auxquels ils payeraient tous les frais de transport et de séjour à Chicago. Ces hommes auraient eu pour but de créer une véritable émeute en faveur de Butler, jusqu'à ce qu'il prononce son discours. « Un discours sur quoi ? », demanda Butler. Doyle et McGuire lui tendirent alors un texte qui était un appel vibrant en faveur de l'étalon-or, exigeant un virage à 180 degrés de la politique de Roosevelt !

Butler apprit plus tard que ce discours avait été écrit par John W. Davis, l'ancien candidat

démocrate à la présidence qui avait été le conseil de la banque Morgan et de J.P. Morgan en personne lors des auditions devant la Commission bancaire du Sénat. Sans que Butler en ait eu connaissance, l'un des organisateurs de ce complot était le Comité pour un dollar et une devise solides, un groupe composé par les principaux membres de la liste préférentielle de Morgan. McGuire était lui-même l'un des dirigeants de ce Comité, qui produisait des flots de propagande anti-Roosevelt et pro-étalon-or.

Peu de temps après cette seconde visite, qui n'avait pas eu plus de succès que la première, McGuire revint voir Butler, mais cette fois tout seul. Il lui révéla certains de ses soutiens financiers : Grayson Murphy, bien entendu, puis R.S. Clark, membre de la liste préférentielle du groupe Morgan et héritier de la famille Singer, et enfin John S. Mills, du clan du Pont, tous par ailleurs membres du Comité pour un dollar solide.

Cependant, Butler continua à refuser la proposition. C'est alors Clark qui vint le rencontrer, tentant de le persuader que les primes des anciens combattants ne devaient pas être payées en « monnaie de singe » de Roosevelt, mais dans un dollar solide. Butler répliqua qu'il lui paraissait que le discours qu'on voulait lui faire prononcer était un « big business speech », qui n'allait pas changer l'état d'esprit du Président des Etats-Unis. A quoi Clark répliqua en riant : « *Vous devez savoir que le Président est un homme faible. Il se ralliera rapidement à nos idées. Il est né dans sa classe. Il a été élevé dans sa classe sociale et il nous reviendra.* »

Clark, heureusement, se trompait lourdement, tant sur Roosevelt que sur Butler. Lorsqu'il proposa à Butler, qui n'était pas riche, de payer l'hypothèque de sa maison et de prendre soin de sa famille, celui-ci, furieux, rejeta son offre.

Une semaine après, en cet automne 1933, la convention de la Legion eut lieu à Chicago et adopta par acclamations une résolution en faveur de l'étalon-or. McGuire, de retour de la convention, alla voir Butler et lui dit qu'ils avaient obtenu ce qu'ils voulaient, même sans lui : la résolution en faveur de l'étalon-or et l'élection, au poste de commandant, d'un de leurs hommes, Frank N. Belgrano Jr., vice-président de la Bank of Italy-Bank of America de Gianinni, celle-là même qui gérait les comptes de Mussolini aux Etats-Unis et dans le monde entier ! Butler répliqua à McGuire : « *Oui, mais vous n'avez pas soutenu la prime des soldats.* » A quoi McGuire répondit cyniquement : « *Mais nous avons besoin d'un dollar solide avant que cela vaille la peine de soutenir la prime !* » Ils se séparèrent sur ces paroles, ce qui n'empêcha pas McGuire de revenir à la charge à plusieurs reprises encore, sans plus de succès.

Roosevelt, parmi ses conseillers et au sein de son cabinet, était certes entouré d'agents du groupe Morgan. Cependant, ils le jugeaient trop imprévisible et indépendant d'esprit. Le 6 novembre 1933, il fut le premier dirigeant occidental à reconnaître l'Union soviétique. Les banquiers dénoncèrent « un nouveau Rapallo avec les Soviets ». Les Britanniques craignaient que l'Amérique, en rompant l'isolement de l'URSS, ne torpille leurs plans visant à organiser un affrontement entre l'Allemagne nazie et la Russie soviétique. L'initiative de Roosevelt fut donc considérée comme très dangereuse. La « cabale des banquiers » éleva le ton. Thomas Lamont prononça alors un incroyable discours devant la Foreign Policy Association, se livrant à un éloge sans nuances de Mussolini et de ses méthodes, soulignant que « le fascisme, en tant que politique économique et sociale, marche très bien » (sous-entendu, mieux que notre régime ici, en Amérique).

C'est alors que le 1er décembre 1933, McGuire partit avec sa famille pour un long voyage en Europe. Il passa sept mois en France, en Italie fasciste et en Allemagne nazie, en Angleterre, en Hollande et - dit-on - en Russie. Il expliqua plus tard à Butler qu'il participait à une mission d'étude sur les relations entre organisations de soldats et mouvements de masse fascistes. Il affirma que pendant son séjour à Paris, il avait travaillé directement à partir des bureaux de Morgan et Hodges. Il pensa que l'organisation des Croix-de-feu françaises était le meilleur modèle pour les Etats-Unis et en référa à ses amis anglais, puis américains.

En même temps, pendant le printemps 1934, il se formait aux Etats-Unis des organisations paramilitaires plus ouvertement fascistes, comme les Silver Shirts et les Crusaders, contre les syndicats et les « rouges ». D'autres encore, comme les Sentinels of the Republic, étaient directement financées par des intérêts financiers, comme ceux des familles Pew et Pitcarin, alliées des Morgan. Dans la tradition d'une maçonnerie sudiste de « droite », le Southern Committee to

Uphold the Constitution reçut un flux de financement bancaire « nordiste ». A Hollywood même, l'acteur Victor McLaglen lança la California Light Brigade, prête à marcher contre toute menace d'« anti-américanisme ». Toutes ces organisations et bien d'autres, qui essaimèrent dans le pays, ne se trouvaient pratiquement pas inquiétées par le FBI d'Edgar Jay Hoover. Leurs activités s'intensifièrent au début de l'été 1934, soutenues par un barrage médiatique élevé contre le « New Deal socialism » de Roosevelt et la supposée « menace rouge ». De nombreux articles parurent sur le « miracle économique » de Mussolini, qui avait « fait cesser le chômage » et rétabli l'ordre. Par exemple, dans le numéro de juillet 1934 de *Fortune*, le magazine de Henry Luce, tous les articles chantent la gloire du Duce.

Roosevelt ne recula cependant pas. En juin 1934, pour la première fois dans l'histoire américaine, il ordonna l'arrêt de la saisie (*foreclosure*) des propriétés agricoles et établit un système de parité - le prix de vente ne pouvait être inférieur au prix de revient - pour le paiement des récoltes. Il mit en place la Security and Exchange Commission (la Commission des opérations de Bourse américaine) pour mettre un terme aux formes les plus choquantes de spéculation et créa des agences régulatrices pour contrôler la radio et les communications en général.

Mais l'initiative politique la plus marquante qu'il prit fut de garantir les droits des syndicats, d'arrêter les manœuvres patronales pour empêcher la syndicalisation et d'imposer le respect des conventions collectives. Cette initiative, qui culmina dans le Wagner Act de 1935, véritable loi sur les droits du travail, permit l'expansion et le renforcement, particulièrement parmi les travailleurs de l'industrie, de forces syndicales qui allaient être utilisées par Roosevelt pour contrer directement la mobilisation fasciste organisée par les cliques que sponsorisaient les Morgan. Roosevelt, en prenant personnellement la responsabilité de combattre pour le droit des travailleurs à s'organiser et en organisant leur protection contre les excès du patronat, ainsi qu'en assurant aux agriculteurs leur survie, se dota d'une large base sociale favorable à sa politique.

Cependant, quand McGuire revint d'Europe, fin juillet 1934, l'agitation fascisante était à son comble. Dès son retour, il confia à Butler qu'il était temps de rassembler les soldats. Le modèle des Croix-de-Feu lui paraissait le bon pour les Etats-Unis, car les soldats n'étaient pas mûrs pour des actions directement politiques, mais pouvaient être rassemblés dans un but « moral » (sic) et avec des « objectifs économiques ». Il ne s'agissait pas de remplacer directement Roosevelt par quelqu'un d'autre, mais de le faire changer de politique, c'est-à-dire de le faire passer sous les fourches caudines des banquiers. Sans changement constitutionnel, affirmait McGuire, on pourrait faire nommer, sous la pression des mouvements d'anciens combattants, un « supersecrétaire » auprès d'un Président à la santé affaiblie. « *Nous allons commencer une campagne de presse disant que la santé du Président décline, et nous pourrons le faire car nous avons toute la grande presse avec nous* » se vanta McGuire. Le peuple américain, qui n'est pas très malin, se laissera faire, ajouta-t-il. Il mentionna que le général Hugh Johnson, que Roosevelt avait placé à la tête de la National Recovery Administration, lui aurait paru un bon candidat au poste de supersecrétaire, mais qu'il parlait trop et allait « se faire virer » par le Président. C'est ce qui arriva quelques semaines plus tard, et Butler demanda alors à McGuire comment il pouvait être si bien informé. Il reçut la réponse suivante : « *Nous sommes auprès du Président tout le temps. Nous avons autour de lui nos informateurs.* »

Maintenant que Johnson n'est plus là, il nous faudra quelqu'un d'autre, continua McGuire. Vous, Butler, devriez être prêt à prendre la tête de 500 000 hommes et à les mener à Washington dans un an. « *Tout sera constitutionnel, poursuivit-il, nous ferons un peu à Roosevelt ce que Mussolini fit au roi d'Italie, sa fonction sera d'inaugurer des chrysanthèmes, comme celle du Président des Français.* » En même temps que McGuire rencontrait Butler à Philadelphie, Jouett Shouse, un protégé de John J. Raskob, avocat des du Pont opérant dans la galaxie Morgan, convoquait la presse à Washington pour annoncer la formation d'un nouveau groupe d'influence politique, l'American Liberty League. Raskob, par ailleurs ancien directeur de General Motors, était l'ancien président du Comité national démocrate qui avait dirigé la désastreuse campagne d'Al Smith. Roosevelt avait éliminé Shouse et Raskob de la direction du Parti démocrate dès qu'il avait été en mesure de le faire.

La Liberty League se présenta comme « n'étant pas anti-Roosevelt ». Cependant, elle rassemblait principalement des obligés et des collaborateurs du groupe Morgan, dont John W. Davis, Al Smith

et Irene du Pont, la gestionnaire de la fortune du Pont, contrôlée par Morgan. Un véritable « chœur antique » fut ainsi composé, avec l'adhésion de plus de deux cents personnes formant un conseil du mouvement, dans lequel on pouvait notamment trouver un J. Howard Pew, de la société Sun Oil et fondateur des Sentinels of the Republic, ou un David Reed, sénateur de Pennsylvanie, qui avait déclaré en mai 1932, en plein Sénat : « *Je ne me sens pas souvent jaloux d'autres pays ou d'autres gouvernements, mais je dis que si mon pays avait jamais besoin d'un Mussolini, eh bien, ce serait maintenant.* » Le trésorier de cette Liberty League un peu particulière n'était autre que Grayson Mallet-Prevost Murphy !

Une opération politique de grande envergure contre Roosevelt se trouvait mise en place, avec une « tête » et des « tentacules » de toutes sortes, ce qui fut confirmé par le comportement de la League, qui devint de plus en plus agressif à l'égard de Roosevelt, notamment à partir de novembre 1934, en organisant une campagne de presse constante et coordonnée au sommet.

6. LE COMLOT DÉJOUÉ

Face à cette évolution des choses, Butler, qui jusque-là voyait en McGuire un « électron libre » (*loose cannon*), comprit que le complot, bien qu'il parût hors normes, existait bel et bien. Sachant qu'il allait être attaqué, menacé et moqué, il se décida tout de même à le dénoncer car il jugea que c'était son devoir d'empêcher la déstabilisation de son pays et de sa présidence. Il fit part de son intention à Tom O'Neill, le directeur du *Philadelphia Record*. Celui-ci mit sur la piste son meilleur journaliste d'investigation, Paul Comley French, et conseilla à Butler d'attendre que son hypothèse soit vérifiée et ses dires confirmés. Il ne s'agissait donc pas du tout d'une dénonciation irréfléchie, sur un coup de tête, mais d'une décision longuement mûrie, avec une vérification par un tiers.

Début septembre, French alla prendre contact avec McGuire dans les bureaux de son employeur new-yorkais, Grayson Murphy. McGuire confirma à French qu'il s'agissait bel et bien de détruire la présidence et de créer une forme de gouvernement « autoritaire » aux Etats-Unis. French déclara plus tard, devant la commission du Sénat, que McGuire lui avait confié : « *Nous avons besoin d'un gouvernement fasciste pour sauver ce pays des communistes.* » Il ajouta que pour obtenir l'argent permettant à l'opération de se dérouler, il n'aurait qu'à téléphoner à John W. Davis, l'avocat de Morgan que nous avons déjà vu à l'œuvre, et à W.R. Perkins, de la National City Bank. Il cita, parmi les hommes prêts à participer à l'opération, Frank Belgrano, le nouveau « commandant » de l'American Legion. Il affirma que ceux qui le soutenaient avaient déjà un plan pour combattre le chômage en ouvrant des « camps de travail » comme en Allemagne nazie ou dans l'Angleterre de Ramsay MacDonald. McGuire souligna enfin que le détonateur serait une crise financière organisée par ses amis, en bloquant les crédits en faveur des programmes du New Deal et en provoquant une hausse des taux d'intérêt. Alors, il y aurait une agitation des « forces de gauche », qu'au besoin ils entretiendraient et qui fournirait le prétexte à un contrecoup, avec « l'équivalent moderne d'un grand homme sur un cheval blanc entrant dans Washington ». Finalement, il dit que pour la « démonstration de force » les armes ne manqueraient pas, puisque la famille du Pont était dans le coup et qu'elle contrôlait la Remington Arms Company.

Butler se décida alors à faire éclater le scandale, et French et O'Neill l'assurèrent de leur appui. Cependant, l'administration Roosevelt avait déjà eu vent de l'affaire - rappelons qu'elle pouvait d'autant mieux contrôler les intérêts Morgan que certains se trouvaient en son propre sein, ce qui n'avait pas que des désavantages - et Butler fut approché par la Commission de la Chambre des représentants sur l'investigation des activités nazies aux Etats-Unis (Special House Committee to Investigate Nazi Crimes in the United States). Immédiatement, il donna son accord pour témoigner et les auditions commencèrent le 19 novembre 1934.

En même temps, pour assurer le coup, trois jours avant, French et Butler avaient fait éclater le scandale dans *The Philadelphia Record* et *The New York Post*, deux journaux à grand tirage, qui n'étaient en rien des « tabloïds ».

Le représentant John McCormack, coprésident de la commission, démocrate du Massachusetts et

allié de Roosevelt, conduisit les débats pour rendre publics tous les faits.

Dès que la Commission se mit en place, l'histoire fit le tour du pays. Les « comploteurs » multiplièrent alors leurs dénégations, en tentant de ridiculiser le témoignage de Butler, comme celui-ci l'avait craint. Le New York Times ne publia rien sur les accusations en première page, se bornant à présenter un montage d'assertions pour les faire paraître fantaisistes ou extrêmes. Ils tentèrent aussi de dépeindre Butler en vieux militaire d'opérette, comme si ce n'était pas lui qui avait réussi, en juillet 1932 à Washington, à calmer le très réel danger insurrectionnel qu'avait représenté la Bonus Army. Morgan déclara : « *Des histoires à dormir debout. Trop ridicules pour mériter un commentaire.* » Partout, cette version fut répandue par une presse complaisante envers ses sources de financement.

Nulle part, si ce n'est enterrées dans les pages intérieures et en petits caractères, on ne vit, par exemple, les affirmations de l'autre coprésident de la Commission, le représentant démocrate de l'État de New York, Samuel Dickstein, suivant lesquelles « Butler a bel et bien des preuves. Il n'est pas homme à faire de telles accusations sans avoir des faits pour les étayer ».

McGuire, qui avait au départ tout nié en bloc, dut alors revenir témoigner. Il ne cacha plus ses rapports avec Robert Clark et brandit même des chèques que celui-ci avait signés en sa faveur pour de relativement fortes sommes. Il admit la tentative d'influence exercée sur Butler pour le faire parler en faveur de l'étalon-or devant les soldats, mais prétendit que c'était simplement dans le souci amical de lui faire gagner un peu d'argent et que le général s'était mépris sur ses intentions et celles de ses amis. Il nia d'autant plus l'essentiel, c'est-à-dire le complot politique, et prétendit que Clark n'avait aucun intérêt dans les mouvements fascistes. McGuire ne savait alors pas que les membres de la Commission avaient entre leurs mains sa correspondance avec Clark décrivant ses recherches effectuées en Europe, tous frais payés, à la demande de Clark, sur les mouvements de masse fascistes.

McGuire dut revenir pour une troisième audition, au cours de laquelle il fut à plusieurs reprises pris à mentir et où ses contacts avec des mouvements fascistes européens furent exposés. Finalement, la Commission publia un rapport préliminaire de huit mille mots dans lequel elle résuma les témoignages accusateurs, révéla des détails du complot et souligna les mensonges nombreux et répétés de McGuire. Elle ajouta un paragraphe assassin déclarant : « *Cette Commission n'a pas la moindre preuve devant elle qui lui permettrait de faire venir témoigner des hommes comme John W Davis, le général Hugh Johnson, le général James G. Harbord, Thomas W. Lamont, l'amiral William S. Sims ou Harford McNider. La Commission ne prendra pas en considération les noms prononcés au cours des témoignages sur la simple base de rumeurs. Cette Commission n'accorde aucune importance aux rapports prématurés de journaux, lorsqu'ils ont été publiés avant que les témoignages correspondants aient été présentés.* »

En fait, Roosevelt, qui avait inspiré en grande partie l'évolution des travaux de la Commission, faisait ainsi savoir à ses ennemis et à l'opinion américaine qu'il savait à quoi s'en tenir, sans vouloir un conflit frontal qu'il estimait dangereux pour tous. Le « coup » ne pouvait dès lors plus se dérouler comme prévu, et Roosevelt comme Butler considéraient que c'était là l'essentiel.

Cependant, Roosevelt ainsi que les représentants Dickstein et McCormack entendaient bien que les travaux de la Commission se poursuivent et firent comprendre qu'ils allaient convoquer Clark. Ce dernier alors se déconsidéra en prétendant être retenu en Europe par « un voyage d'affaires important ». Lorsque le magazine Time s'efforça à nouveau de ridiculiser Butler, sous la direction de Luce, l'opinion se retourna contre lui. Le même ferment populiste que les banquiers avaient tenté de coopter en leur faveur jouait désormais contre eux, et vingt-sept ans plus tard, McCormack put déclarer à son interviewer Jules Ascher : « *Time a toujours été la plus immonde publication qui ait jamais existé. Je l'ai dit en public à plusieurs reprises. Ils ne couvrent pour ainsi dire jamais la vérité. Si le général Butler n'avait pas été le grand patriote qu'il fut, et s'ils [les comploteurs] avaient été capables de garder leurs menées secrètes, le complot aurait très bien pu réussir, compte tenu des conditions qui étaient celles de cette époque-là. Si les comploteurs étaient parvenus à se débarrasser de Roosevelt, on ne peut imaginer ce qui aurait été mis à sa place.* »

En effet, le 15 février 1935, la Commission publia un rapport sur le résultat complet de ses

investigations déclarant, à propos du témoignage de Butler : « *Dans les quelques semaines d'existence de la Commission, elle a obtenu des preuves que certaines personnes ont tenté d'établir une organisation fasciste à la tête de ce pays. On ne peut nier que ces tentatives aient été discutées, planifiées et auraient pu être exécutées quand les soutiens financiers l'auraient éventuellement jugé bon.* »

Arrivés à ce point de notre analyse historique, trois conclusions majeures doivent être source de réflexion et d'inspiration pour aujourd'hui :

L'échec de l'Etat libéral et du « marché autorégulateur », consacré par la crise de 1929 et l'incapacité du gouvernement Hoover à faire face, conduisit à une crise majeure du système politique américain. Le New Deal de Franklin Delano Roosevelt en fut « la sortie par le haut » : le rejet de l'étalon-or, politiquement imposé aux intérêts de l'oligarchie financière, permit l'émission massive de crédits en faveur de grands projets infrastructurels et d'une politique sociale ambitieuse. A l'inverse, comme le note Karl Polanyi (*La Grande Transformation*, « 19. Gouvernement populaire et économie de marché »), en France, « *le parti socialiste était au gouvernement mais à la condition qu'aucun embargo ne soit imposé aux exportations d'or. Le New Deal français [voulu par Léon Blum, Nda] n'avait aucune chance de réussir, puisque le gouvernement avait les mains liées [par les grandes banques françaises et britanniques, Nda] sur la question cruciale de la monnaie* ». Ceci, bien entendu, est édifiant pour la France et l'Europe de l'an 2000, dans lesquelles, pour l'instant, un euro asservi aux conditions de Maastricht et au pacte de stabilité de Dublin-Amsterdam joue le même rôle économiquement paralysant que l'étalon-or dans les années 30. D'où l'urgence absolue de mettre aujourd'hui la Banque centrale européenne sous le contrôle d'intérêts politiques pour réorienter monnaie et crédit vers la réouverture de grands chantiers en Europe, en Eurasie et en Eurafrique.

Sans Roosevelt et le combat politique qu'il mena, une variété de « fascisme américain » aurait très probablement émergé dans la confusion d'alors. Le New Deal combina une re-socialisation de l'économie et le développement scientifique et technologique du pays ; ce fut ainsi le seul modèle démocratique possible de sortie du « libéralisme à l'anglaise » (dégénéré en dictature financière), à l'opposé du fascisme italien ou nazi et du communisme. L'Angleterre de Clement Attlee, dans une certaine mesure, l'économie sociale de marché allemande et l'économie planifiée française de Jean Monnet furent des variations européennes de ce même modèle qui permirent, notamment dans la France et l'Allemagne de l'après-guerre, une reconstruction organisée et fondée sur des méthodes modernes de productivité.

Roosevelt s'inscrivit dans la tradition du « General Welfare » et de l'« économie physique » américaine du XIXe siècle, c'est-à-dire de Friedrich List, d'Alexander Hamilton et d'Henry Carey, en partie consciemment, en partie porté par la dynamique de son combat. La politique américaine de mobilisation de guerre fut un succès car elle s'inspira de ces mêmes principes ; et le « Global New Deal » (New Deal à l'échelle mondiale) que Roosevelt envisageait avant sa mort reste une référence pour sortir de la crise actuelle, alors que l'oligarchie anglo-américaine a repris le pouvoir politique et idéologique, dans cette vision absurdemment caricaturale des années 30, que nous revivons.

7. LA MOBILISATION POUR LA GUERRE

Dans la période qui suivit les auditions de Butler, en tout cas, les intérêts du groupe Morgan durent plier l'échine. Au cours de sa campagne présidentielle de 1936, Roosevelt renforça son avantage tactique et remporta une très large victoire, perçue comme la défaite du « big business ». Il déclara, le 26 juin 1936, qu'il entendait représenter l'intérêt général (General Welfare) contre la « tyrannie économique de certains », et le « pouvoir organisé de l'Etat pour défendre le citoyen américain ». Dans le discours inaugural de sa seconde présidence, il s'en prit aux « monarchistes

de l'économie », ces « princes privilégiés des nouvelles dynasties économiques qui veulent s'emparer du contrôle de l'Etat lui-même. »

Ensuite, la production nationale fut portée par la mobilisation de guerre, ce qui amoindrit la marge de manœuvre des ennemis « libéraux » du Président. Les méthodes du gouvernement américain devinrent nécessairement plus dirigistes et Roosevelt s'inscrivit encore plus clairement dans la tradition hamiltonienne.

Il comprit que désormais, en raison de la gravité de la situation internationale, sa priorité politique devrait être à la fois intérieure et extérieure, les Etats-Unis étant devenus un pouvoir mondial et ne pouvant donc échapper à leurs responsabilités.

C'est le 7 octobre 1937, à Chicago, dans son fameux discours sur la « mise en quarantaine », qu'il s'exprima sur les affaires internationales en rejetant les précautions diplomatiques habituelles. Constatant que le droit des gens était systématiquement violé par certains pays, il suggéra de les mettre sans hésiter en quarantaine, « afin de protéger la communauté des nations contre l'épidémie ». Faisant appel à une Amérique déçue, qui s'était réfugiée dans l'isolationnisme après la Première Guerre mondiale, il lui dit que le temps était venu de « prendre parti » et, « dans l'intérêt de son propre avenir, d'inspirer le reste du monde ». Il ne s'agissait pas de donner une leçon, mais simplement de combattre l'injustice et le crime là où ils étaient commis. Les ennemis du Président le qualifièrent alors de « va-t'en guerre », et le *Wall Street Journal* exigea « qu'on cesse de se mêler des affaires des autres ». En clair, l'oligarchie américaine, sa finance et sa banque disaient à Roosevelt de laisser tranquilles Hitler, Mussolini et les féodaux japonais...

En politique intérieure, Roosevelt savait que pour pouvoir continuer son œuvre de changement social et pour organiser la mobilisation des ressources permettant de relever le défi international, il devait mettre de l'ordre dans son propre parti. Comme l'élection législative de 1938 approchait, il décida d'entreprendre l'élimination des « démocrates conservateurs » et des éléments « sudistes » qui non seulement tentaient de bloquer ses réformes, mais « répudiaient délibérément les principes de progrès social qu'ils avaient prétendu défendre pour se faire élire ». Sa tâche, déclara-t-il, était de faire en sorte que « le Parti démocrate et le Parti républicain ne soient pas 'bonnet blanc et blanc bonnet' » (« Tweedledum and Tweedledee to each other », selon une expression tirée d'*Alice au pays des merveilles*). A court terme, la purge ainsi appliquée ne fut pas électoralement payante. Cependant, en ayant éliminé une bonne partie de son opposition intérieure, Roosevelt créa à terme les conditions pour remporter les présidentielles de 1940 et 1944.

Ce qu'il faut bien comprendre ici, c'est que la démarche de Roosevelt repose sur des principes directeurs, et non sur la recherche d'un consensus ou l'adaptation à un « état des choses ». La justice sociale n'est pas une idéologie, mais est rendue possible par ce que Friedrich List appelait « l'organisation volontaire des forces productives » et la mobilisation démocratique des citoyens contre les intérêts qui s'y opposent.

L'enjeu fondamental à saisir, notamment pour des Européens, est que les Etats-Unis ne constituent pas une masse cohérente, toute bonne ou toute mauvaise, mais furent et sont un champ de bataille déterminant à l'échelle mondiale. Hier, Roosevelt représenta le « système américain », celui de Hamilton et de Lincoln, contre l'oligarchie anglo-américaine et sa loi de la jungle. Aujourd'hui, Lyndon LaRouche, candidat présidentiel au sein du Parti démocrate mais opposé à une direction ralliée à la dérégulation financière, reprend l'histoire américaine au point où la laissa la mort de Roosevelt, le 12 avril 1945. Nous fournirons ci-après les éléments permettant d'étayer cette affirmation. Ce que nous voulons maintenant dire, pour éclairer la suite, est que pour nous autres Européens et Français, cela n'a aucun sens d'être « pro » ou « anti » américain en tant que tel, deux formes d'une même impuissance. Le défi à relever est de soutenir, à l'intérieur et à l'extérieur des Etats-Unis, les partisans du « système américain » qui, à l'image de Roosevelt lui-même, sont les héritiers de la Renaissance européenne. Nous devons être décidément « interventionnistes » à l'intérieur des Etats-Unis, comme Roosevelt le fut à l'échelle du monde, lorsque la politique officielle américaine trahit comme aujourd'hui les valeurs fondatrices de l'Amérique.

Car il s'agit bien de cela : aujourd'hui, les ennemis de Roosevelt ont repris le pouvoir aux Etats-

Unis, et comme les Morgan et les Mellon des années 30, ils tentent de nous faire croire qu'il ne peut y avoir d'alternative à la dictature de leurs profits financiers. Ces forces sont à l'œuvre pour tenter de ramener l'horloge de l'histoire aux temps d'avant le New Deal, et de réussir ce qu'elles ne parvinrent pas à mettre en place avec le Major General Smedley Darlington Butler en 1933-1935 (cf ci-dessus 4, 5, 6). De notre côté, ce que Roosevelt parvint à accomplir devrait inspirer notre engagement actuel, comme il fut source d'inspiration pour l'Europe, et en particulier pour la France, l'Allemagne et l'Italie, après 1945. Ainsi se trouvent situés dans leur perspective historique, comme objets intellectifs et armes politiques et non comme simples projets techniques ou technocratiques, le pont terrestre eurasiatique et le nouveau Bretton Woods qui ont été proposés par LaRouche. Inscrits dans une matrice historique, ce sont des leviers pour changer l'histoire, au delà de l'apport rooseveltien mais venant d'un même point de référence, comme enrichissement à une œuvre politique de longue haleine.

Revenons maintenant, pour donner substance à notre argumentation, aux trois dernières administrations Roosevelt, de 1937 à 1945. Ayant remporté une victoire tactique contre l'oligarchie et les banques new-yorkaises, le Président était en mesure d'entreprendre une mobilisation de guerre dirigiste et de préparer en même temps un ordre meilleur et plus juste pour le monde de l'après-guerre. La dynamique de la mobilisation de guerre, à partir de là, paralysa l'opposition des banquiers, car attaquer trop frontalement la politique de Roosevelt aurait alors signifié pour eux trahir ouvertement la cause de leur pays.

Lecteur d'Hamilton, Roosevelt eut recours à tous les moyens permettant à l'Etat d'orienter démocratiquement l'économie aux fins de l'intérêt général. Pour le Président, en effet, l'Etat n'est ni l'ennemi ni une panacée, mais une entreprise permettant d'agir au service du peuple. Du faux débat quantitatif (plus ou moins d'Etat), il sort par le haut en définissant éthiquement et économiquement un Etat « protecteur » et « serviteur ». Ainsi, dans un discours prononcé en 1931, alors qu'il était gouverneur de l'Etat de New York, il répond à la question « Qu'est-ce que l'Etat ? » par : *« Il s'agit du représentant légalement constitué d'une société organisée d'êtres humains, créé par eux aux fins de leur bien-être et de leur protection mutuelle. [...] Notre Etat n'est pas le maître mais la créature du peuple. Le devoir de l'Etat envers les citoyens est le devoir du serviteur envers son maître. Le peuple l'a créé ; c'est le peuple, par consentement mutuel, qui permet la continuation de son existence. L'un des devoirs de l'Etat est de prendre soin de ceux parmi ses citoyens qui se trouvent victimes de circonstances défavorables les rendant incapables d'accéder aux premières nécessités de l'existence sans avoir recours aux autres. Cette responsabilité est reconnue par toute nation civilisée. »*

Nous sommes loin de l'« Etat minimal » ou de la culpabilisation des victimes que l'on voit aujourd'hui réapparaître. C'est, en politique étrangère, au nom de cette même conception protectrice de l'Etat civilisé que Roosevelt entreprend de préparer l'intervention militaire américaine dans les affaires du monde. En juin 1940, il met une fois de plus ses concitoyens en garde contre les dangers d'un isolationnisme myope et demande au Congrès de « l'autoriser à augmenter suffisamment les impôts pour faire face aux dépenses exceptionnelles requises par la défense nationale ». Le 16 mai 1940, face à la débâcle de la France, il annonce à son pays que la guerre européenne échappe désormais à tout contrôle et demande au Congrès de consentir des autorisations de dépenses permettant de produire « des tanks, des fusils, des bateaux et 50 000 avions ». Il décide alors d'être candidat pour un troisième mandat présidentiel, personne d'autre ne lui apparaissant être à la mesure du défi qui s'annonce. Le peuple américain est apeuré, et les industriels, les bureaucrates et les banquiers pensent que Roosevelt a perdu la raison en exigeant un tel niveau de dépenses militaires. Lorsque le Président l'emporte, il presse la nation, dans sa fameuse « causerie au coin du feu » du 29 décembre 1940, d'aider les démocraties, quelles que puissent être leurs faiblesses, dans leur combat décisif contre le fascisme. « Il ne peut y avoir d'apaisement envers ceux qui sont impitoyables », souligne-t-il, demandant plus de bateaux, plus de fusils, plus d'avions, « plus de tout » afin que les Etats-Unis deviennent « l'Arsenal de la démocratie ».

Le 11 mars 1941, Roosevelt parvint enfin à vaincre l'opposition du Congrès et à obtenir, en faveur des livraisons de fournitures américaines à la Grande-Bretagne, le « système du prêt-bail ». Jusque-là, la loi du « Cash and carry », en vertu de laquelle tout pays désireux d'acheter des fournitures aux Etats-Unis devait les payer intégralement sur le champ, bloquait toute livraison vers

une Grande-Bretagne qui avait presque épuisé ses ressources en devises étrangères. Le prêt-bail, au contraire permettait à l'Amérique de prêter à la Grande-Bretagne tout ce dont elle pouvait avoir besoin sans demander à être immédiatement payée, à charge pour les Britanniques soit de restituer à l'avenir le matériel, soit de le remplacer après le conflit. Faisant preuve de son habituel sens pédagogique vis-à-vis de ses concitoyens, Roosevelt leur avait expliqué, dans son discours du 17 décembre 1940, que lorsqu'un incendie se déclare chez un voisin, il semble normal de lui proposer une lance à eau, sans chercher à en tirer profit au milieu des flammes. Le Président se voyait ainsi investi de pouvoirs sans précédent dans la conduite de la mobilisation de guerre, et lança un programme de fournitures de marchandises et d'armes en faveur des forces antifascistes qui permirent à celles-ci de tenir jusqu'à ce que l'Amérique entre à son tour dans le conflit. Le 7 décembre 1941, ce fut Pearl Harbor. Le choc permit à Roosevelt d'entraîner la majorité des Américains pour son entrée dans la guerre et dans sa mobilisation nationale. Le « changement de paradigme » fut certes provoqué par l'effet de l'attaque japonaise sur un peuple s'espérant jusqu'alors à l'abri, mais il avait été préparé par son Président à agir, sans quoi sa participation n'aurait pas été aussi rapide ni aussi intense.

En 1942, les 50 000 avions prévus en 1940 avaient été produits, et Roosevelt demanda alors que la production de guerre soit encore fortement accrue : 60 000 avions, 45 000 tanks et 6 millions de tonnes de navires marchands. Les industriels américains n'avaient pas le choix et ne purent que répondre : « Oui, oui, mon commandant. » Le Président alors s'engagea : « Les militaristes de Berlin et de Tokyo ont commencé cette guerre. Mais ce sont les masses indignées de l'humanité qui y mettront fin. » Il en fut bien ainsi. Mais pourquoi et comment ?

8. JEAN MONNET ET LE VICTORY PROGRAM

C'est ici toute l'histoire du Victory Program et d'un petit homme qui joua auprès de Roosevelt un rôle décisif jusqu'à devenir par la suite l'un des grands hommes du XXe siècle, Jean Monnet. Il était l'un des seuls Français d'alors à comprendre les enjeux de la politique américaine et l'un des très rares banquiers européens à s'inspirer d'une vision industrielle. Il avait un sens très vif des différences entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, et, comme il le montra par la suite, il n'appartint jamais à l'espèce d'ignorants mettant dans le même panier géopolitique « les Anglo-Saxons ». En 1940, il comprit immédiatement que le sort de l'Europe allait dépendre des choix fondamentaux qui seraient faits aux Etats-Unis. Par l'intermédiaire de ses nombreuses et diverses relations, il s'installa au sein des cercles gouvernementaux britanniques et américains, réclamant sans cesse, dans ces circonstances exceptionnelles, une autre politique que celle résultant de l'extrapolation des schémas convenus. Roosevelt sympathisa immédiatement avec cet « état d'esprit » et comprit le rôle d'animateur et d'inspirateur qu'il pourrait faire jouer à Monnet. Ces deux hommes savaient que, dans les circonstances d'alors, il fallait court-circuiter les administrations et les hommes d'habitudes pour faire prévaloir le nécessaire grand dessein.

Il est intéressant de voir comment Jean Monnet décrit, dans ses *Mémoires*, la manière de penser du petit groupe d'hommes qui opérait dans ses années-là autour de la présidence américaine : « *Nous avons décidé de renverser l'ordre de la logique des financiers qui ajustent les besoins aux ressources, logique absurde quand les besoins sont ceux de la survie du monde libre : pour un tel enjeu, on parvient toujours à trouver les ressources* »

Pour réussir, il faut que ces quelques hommes constituent un centre moteur. Monnet comprend que la recherche du consensus à tout prix ne peut conduire qu'à des désastres ; son but est d'établir dans la guerre une autorité éclairée, animée par une volonté sans faille : « *De toutes mes forces, je contribuai à la conception et à l'entrée en action de cette mécanique irrésistible. Le ressort en était simple : la volonté acharnée d'un groupe d'hommes, unis autour du détenteur d'un pouvoir et d'une responsabilité sans précédent, appuyé lui-même par une vaste opinion publique.* »

Passionnément attaché à une réelle démocratie, particulièrement sous sa forme représentative, il est partisan, dans les temps troublés, d'une unité de commandement très poussée, presque une

dictature de salut public. Écoutons-le encore s'exprimer dans une note de décembre 1941 :
« *Cela nécessite la délégation d'autorité par le Président à une personne dont la fonction devrait être d'avoir une vue d'ensemble de la situation, l'exécution du programme incombant à diverses agences appelées à prendre les décisions au jour le jour. Il pourrait parler au nom du Président. Il pourrait, s'il le juge nécessaire, faire le point avec lui, mais sa fonction consisterait essentiellement à dire oui ou non à toutes questions sur lesquelles l'administration pourrait avoir un doute.* »

Monnet sera entendu. Le 13 janvier 1942, Roosevelt nommera Donald Nelson président du Bureau de la production de guerre, avec des attributions très larges pour mobiliser l'ensemble des ressources américaines. L'idée de désigner un « tsar » de la production est adoptée et ne manquera pas d'inspirer encore.

George Ball, qui, avant de devenir secrétaire d'Etat de John Kennedy et de Lyndon Johnson, croisa Monnet dans les allées du pouvoir américain pendant ces années de guerre, témoigne :
« *Jean, à cette époque, avait déjà une petite légende à Washington. Son passé était bien connu, du moins dans le petit cercle de gens qui comptaient dans le processus de décision. On m'avait dit qu'il ne ressemblait à personne et de fait c'était bien cela. J'étais un peu surpris, il était vraiment sui generis.* » (Témoignage de George Ball à Eric Roussel, le 22 octobre 1991.)

Monnet qui, lorsqu'il avait une idée en tête ne l'abandonnait jamais, maintint une pression constante sur l'Administration Roosevelt. Pendant le printemps 1941, il fut sans doute un facteur déterminant dans l'effort de mobilisation militaire américaine avant Pearl Harbor, l'un des seuls à comprendre où Roosevelt entendait en venir et pourquoi.

John Maynard Keynes, cité par Emmanuel Monick dans *Pour mémoire*, dira : « *Lorsque les Etats-Unis d'Amérique entrèrent dans le conflit, on présenta au Président Roosevelt un plan de reconstruction d'avions jugé par tous les techniciens américains comme réalisant quasiment un miracle. Or Jean Monnet osa le trouver insuffisant. Le Président se rallia à son point de vue. Il imposa à la nation américaine un effort qui parut de prime abord impossible mais qui fut par la suite parfaitement réalisé. Cette décision capitale a peut-être raccourci d'une année entière la durée de la guerre.* »

On peut penser que Keynes aurait eu tendance à exagérer. Cependant, d'autres corroborent son jugement. Ainsi Robert Nathan, ancien vice-président de l'Office de mobilisation de guerre américain, l'un des derniers survivants du *brain trust* de Roosevelt, dans un témoignage à Eric Roussel : « *En septembre 1941, quand les bilans ont été établis, les collaborateurs du Président se sont réunis à la Maison Blanche, ils ont examiné nos chiffres, et lord Beaverbrook, le ministre anglais de l'Air se fit tout de suite l'avocat d'une production à outrance. Mais mon ami Jean Monnet voulait aller plus loin encore. Les chiffres qu'il citait étaient effarants. Il y avait de quoi faire sauter la planète avec l'arsenal qu'il voulait constituer ! Rien ne l'arrêtait. Je lui disais : 'Jean, cela n'est pas possible, nous n'avons pas les matières premières pour construire tout cela.' Rien, vraiment, ne paraissait pouvoir l'arrêter ! Vers le milieu de 1941, les maxima prévisibles des ressources disponibles étaient assez bien définis, ce qui rendait possible la projection d'objectifs de production. Cela dit, c'est lui qui avait raison contre les techniciens. Rétrospectivement, la contribution de Jean apparaît d'une importance vitale. Exclusivement fondés sur la défense et les besoins du Prêt-bail, les objectifs, si l'on avait écouté les experts, auraient continué d'être limités jusqu'à Pearl Harbor. La déclaration de guerre aurait sans doute déclenché une mobilisation totale, mais de nombreux mois auraient été perdus avant que l'on pût se mettre d'accord sur les objectifs de production. Ce furent les efforts incessants et efficaces de Jean Monnet pour atteindre des objectifs beaucoup trop élevés qui conduisirent à la prise de conscience, dans les plus hautes sphères du gouvernement, qu'on ne pouvait pas répondre à de telles exigences dans l'hypothèse de la participation active des Etats-Unis à la guerre. Dans les décisions capitales de mai-juin 1941, son rôle, à mon avis, a été immense.* »

Dans une lettre adressée à lord Halifax, alors ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington, Felix Frankfurter, juge à la Cour suprême et ami intime de Roosevelt, écrit :

« Un officiel de rang élevé m'a confié : 'Monnet a été réellement le maître à penser de notre Administration de la Défense.'

« Un jour de janvier [1942], raconte lord Roll, futur négociateur britannique de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, il [Jean Monnet] est arrivé à une séance du British Supply Council et sans nous préciser d'où il venait, il nous dit avec cet accent français qu'il conserva toujours : 'Would you like to hear the President say : we will not build two thousand planes. We will build ten thousand planes. We will not build two thousand tanks. We will build ten thousand tanks.' [Il s'agit de chars et d'avions, Nda.] Je ne garantis pas l'exactitude des chiffres, mais ce qu'il nous annonçait là, c'était le Victory Program. Il sortait en fait du bureau de Roosevelt. »

Le Victory Program, dont les estimations initiales, on l'a vu, avaient été réévaluées à l'instigation de Monnet et grâce à l'autorité de Roosevelt, prévoyait 150 milliards de dollars d'investissements, avec des crédits sur deux ans pour la mise sur pied de 216 divisions, dont 61 blindées, sans compter des navires et des avions en grand nombre. Après quelques difficultés de départ, dues au manque de formation d'une main-d'œuvre qui avait été sévèrement touchée par la crise, la formation sur le tas et l'enthousiasme général permirent des gains de productivité énormes et rapides.

Les chiffres qui viendront couronner cet effort sont littéralement ahurissants et plaident sans discussion pour une économie dirigée par des moyens et des méthodes démocratiques. Bientôt les chantiers navals des Etats-Unis seront capables de produire, en six mois, un *liberty ship*, le navire de commerce mis au point par les Anglais susceptible d'être produit en chaîne ; en 1943, le délai sera ramené à moins de quinze jours ! Un bateau sort tous les dix jours des principaux chantiers navals. De son côté, l'industrie d'armement organise un assemblage en série à une échelle jamais vue. Bientôt, le canon Balfour, mis au point par les Suédois, pourra être assemblé en dix heures et par des ouvriers non spécialisés. Bientôt aussi, General Motors sera capable de produire, en un mois, 28 700 mitrailleuses Browning alors que la production initiale était de 40, faisant du même coup passer le prix de revient des engins de 667 dollars à 141. L'industrie aéronautique, elle, accomplira tout simplement des prodiges. Très vite, les sociétés automobiles mettront en commun leurs ressources pour fabriquer en série les moteurs d'avions dont la carence avait été évidente au début des hostilités. Entre Pearl Harbor et le jour du débarquement en Normandie, 171 000 appareils pourront être ainsi construits, au rythme de 6 000 par mois, bien au-delà de toutes les prévisions.

Ici trois choses doivent être claires. La première est que sans cette mobilisation américaine, la victoire contre le nazisme n'aurait pas été possible et l'Europe serait devenue un champ de ruines livré aux totalitarismes. La seconde est que sans la victoire de Roosevelt contre les Morgan et Wall Street, jamais cette mobilisation n'aurait pu avoir lieu. La troisième est que sans la popularité de Roosevelt et l'appui des syndicats qu'il avait su gagner, jamais la main-d'œuvre permettant cette mobilisation n'aurait pu être organisée.

9. ROOSEVELT CONTRE CHURCHILL ET L'EMPIRE FINANCIER BRITANNIQUE

Dès 1943, Roosevelt consacre une part déterminante de ses réflexions aux moyens par lesquels la mobilisation en vue de la guerre pourrait être maintenue après la fin des hostilités et réinvestie dans une politique de paix par le développement mutuel des anciens belligérants et, au-delà, par une politique massive d'investissements permettant le décollage des pays du Sud, dans le cadre d'une politique postcoloniale. Roosevelt ne voulait pas avoir gagné la guerre pour permettre le maintien des empires coloniaux, en particulier le britannique, mais pour constituer une communauté de peuples libres, certes guidés par le caractère exemplaire du modèle américain, mais sans ambition impériale.

L'on parle beaucoup de la grande querelle qui opposa de Gaulle à Roosevelt, qui fut violente et réelle, mais qui finalement se résorba en une légitime alliance pour le développement des peuples

lorsque de Gaulle soutint Kennedy, le disciple politique de Roosevelt. Que le « gaullisme » et le « rooseveltisme », malgré les dissensions légitimes dues aux intérêts nationaux de la France et des Etats-Unis, convergeaient dans un dessein économique de développement mutuel des peuples et de rejet du modèle anglo-américain fut d'ailleurs bien compris par un Monnet et, hommage du vice à la vertu, par ceux qui combattirent puis assassinèrent Kennedy et tentèrent d'assassiner de Gaulle, dont nous savons maintenant qu'ils provenaient du même marigot.

L'on parle cependant beaucoup moins du véritable combat qui opposa Roosevelt à son « allié » Churchill et qui est tout à fait révélateur de la ligne de rupture entre un nationalisme américain émancipateur et fondé sur les principes des pères fondateurs des Etats-Unis, dans et par sa nature même opposé au système impérial britannique, et le système de l'oligarchie financière anglo-américaine, unissant la City de Londres et Wall Street. C'est cette histoire que nous devons maintenant évoquer car il est essentiel de bien la comprendre, d'une part pour saisir les enjeux d'aujourd'hui aux Etats-Unis mêmes, d'autre part pour s'en inspirer, tant dans le dessein à poursuivre que dans le combat à mener.

Un événement, trente-sept ans après la mort de Roosevelt, éclaire ce que nous entendons montrer.

Le 10 mai 1982, Henry Kissinger monta sur l'estrade de Chatham House, résidence du Royal Institute for International Affairs de Londres, pour y prononcer le discours d'ouverture commémorant le 200^e anniversaire de la création du Foreign Office. Kissinger se vanta de la loyauté dont il avait constamment fait preuve vis-à-vis des conceptions du Foreign Office sur tous les sujets fondamentaux de l'après-guerre lorsque des dissensions étaient apparues entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. La raison principale de son désaccord avec son pays d'adoption, les Etats-Unis, expliqua-t-il, tenait à « la querelle de nature philosophique et politique entre Franklin Delano Roosevelt et Winston Churchill, reflétant le caractère différent de l'histoire de nos pays ». Roosevelt, continua Kissinger, avait combattu Churchill en l'accusant « *d'être obsédé par les rapports de force, trop rigide, antisoviétique, trop colonialiste dans son attitude envers ce que l'on appelle maintenant le tiers monde et trop peu intéressé dans la construction du nouvel ordre international vers lequel l'idéalisme américain avait toujours tendu. Eh bien, conclut-il alors, c'est Churchill qui avait raison et Roosevelt qui avait tort* ».

L'auditoire de Chatham House, tout à fait conscient de cette opposition, se réjouit de voir un homme comme Kissinger prendre le parti de « la maison ». Cependant, beaucoup de Français croient encore à la « relation spéciale » entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis et à l'amitié constante unissant Roosevelt et Churchill contre tous les autres pendant la guerre. Ou bien ils croient en un Churchill plus attentif à la cause de la France Libre et de la souveraineté nationale de leur pays. Ceux-là se trompent lourdement. Roosevelt voyait deux buts dans la guerre : le premier était d'écraser le nazisme, avec l'aide de l'Angleterre, le second de délivrer le monde du colonialisme anglais et du système de domination financière anglo-américain. L'historien Arthur Schlesinger Jr., qui fut l'un des collaborateurs de Kennedy, va jusqu'à dire que, s'il faut en croire son fils Elliot, Roosevelt considérait le système impérial britannique comme un danger bien plus grave que le communisme soviétique. En tout cas, pendant la guerre, la relation entre Churchill et Roosevelt atteignit les dimensions d'un véritable combat.

Le texte de Roosevelt publié dans *Foreign Affairs* en 1928, (cf ci-dessus 1) qui expose pour la première fois ses conceptions de politique étrangère, est un véritable manifeste contre toute idée impériale. Rappelons que Roosevelt, très rapidement après avoir été élu Président, fit voter une loi prévoyant l'indépendance des Philippines en 1946. Dans son discours inaugural de 1936, il mit l'accent sur le concept de « charité humaine » en politique, qui signifie qu'il « ne s'agit pas simplement de partager la richesse avec l'autre, mais par une véritable sympathie et une réelle sagesse, d'aider l'autre à s'aider lui-même ». Commentaire de Churchill : « Roosevelt est un homme qui a de dangereux sentiments moraux. » En 1943, Roosevelt de son côté disait à son fils : « *J'ai essayé de rendre parfaitement clair le fait que nous sommes les alliés des Britanniques et le serons jusqu'à la victoire finale, mais qu'ils ne doivent jamais croire que nous sommes juste là pour les aider à faire prévaloir leurs idées médiévales et archaïques d'empire. [...] J'espère qu'ils réaliseront qu'ils ne sont pas le partenaire dominant [senior partner] que nous n'allons pas juste rester assis et contempler comment leur système écrase la croissance de tous les pays d'Asie et d'une bonne moitié de l'Europe.* »

Dans son discours du 6 janvier 1941 sur l'état de l'Union, Roosevelt présenta les « quatre libertés » qui allaient bientôt justifier son engagement dans la guerre. Tout le discours mérite d'être lu, car il définit une démarche qui n'est pas basée sur la conservation de quelque chose, soit un pouvoir ou un empire, mais sur la création d'une dynamique. La troisième liberté est révélatrice de l'ensemble : « *La troisième est la libération du besoin - qui, traduite en termes mondiaux, signifie des accords économiques qui assureront à chaque pays et à ses habitants une vie normale et sûre en établissant des conditions de paix partout dans le monde.* »

Le premier affrontement sérieux entre Roosevelt et Churchill eut lieu à Argentia, Terre-Neuve, les 13 et 14 août 1941, lors de la signature de la Charte de l'Atlantique. Au cours des discussions, Roosevelt déclara au moins par deux fois à Churchill, et avec beaucoup de rudesse, que lui vivant, jamais les méthodes britanniques n'allaient prévaloir. Elliot Roosevelt rapporte en ces termes les propos de son père :

« 'Les accords commerciaux propres à l'Empire britannique sont...' dit pesamment Churchill. Alors mon père l'interrompit : 'Oui, ce sont bien ces accords commerciaux de votre Empire qui sont ici en cause. C'est à cause d'eux que les peuples d'Inde et d'Afrique, de tout l'Extrême et le Proche-Orient colonisés, sont tellement arriérés aujourd'hui.'

« Churchill devint tout rouge, et continua avec entêtement : 'Monsieur le Président, l'Angleterre n'envisage pas un seul instant de perdre sa position de nation favorisée parmi ses Dominions. Le commerce qui a fait la grandeur de l'Angleterre doit continuer, et ce sous les conditions prévues par les ministres anglais.'

« 'Vous voyez, dit lentement mon père, c'est quelque part autour de cela qu'il va probablement y avoir un désaccord fondamental entre vous, Winston, et moi. Je suis totalement convaincu que si nous devons parvenir à une paix stable, elle doit nécessairement impliquer le développement des pays arriérés. Oui, des pays arriérés. Comment cela peut-il se faire ? Evidemment pas par des méthodes du XVIIIe siècle. Ainsi ...'

« 'Qui parle de méthodes du XVIIIe siècle ?', l'interrompit Churchill furieux.

« 'Quiconque parmi vos ministres, répondit mon père, qui recommande une politique consistant à prendre les matières premières d'un pays colonisé, mais qui ne rend rien en échange au peuple dudit pays. Les méthodes du XXe siècle supposent, elles, qu'on industrialise ces pays. Les méthodes du XXe siècle impliquent l'accroissement de leur niveau de vie, de les éduquer, de leur procurer les moyens de se soigner, et de faire en sorte qu'ils obtiennent ce qui permettra d'améliorer l'état de leur communauté...'

« 'Vous avez mentionné l'Inde', grogna Churchill.

« 'Oui, car je [Roosevelt, Nda] ne peux pas croire que nous puissions mener une guerre contre l'esclavagisme fasciste et en même temps ne pas travailler à libérer tous les peuples, partout dans le monde, d'une politique coloniale réactionnaire.' »

Roosevelt confia ensuite à son fils : « *Je crois que j'ai bien parlé en tant que Président des Etats-Unis lorsque j'ai dit que l'Amérique n'aiderait pas l'Angleterre dans cette guerre afin de lui permettre de continuer à fouler aux pieds les peuples de ses colonies.* »

La Charte de l'Atlantique disposa finalement que ses signataires « *respecteront le droit de tous les peuples à librement choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils voudront vivre et veilleront à ce que les droits souverains et le droit à l'autodétermination soient rétablis en faveur de tous ceux qui en auraient été privés par la force* ».

Churchill se battit pour éviter le « tous », car il ne voulait mentionner que les nations alors occupées, mais Roosevelt insista pour le maintenir, car il voulait établir un principe universel, et il entendait bien par là que les peuples relevant de l'Empire Britannique ou de tout autre empire disposeraient d'un droit absolu à leur indépendance.

En juillet 1942, Roosevelt sponsorisa un tour du monde effectué par l'ancien candidat républicain aux précédentes présidentielles, Wendell Willkie. De retour aux Etats-Unis, Willkie fit une longue intervention radiodiffusée résumant l'approche américaine : « *En Afrique, dans le Proche-Orient, dans tout le monde arabe aussi bien qu'en Chine, et dans tout l'Extrême-Orient, la liberté signifie en clair l'abolition ordonnée, mais suivant un calendrier précis, de tout le système colonial. [...] Quand je dis que pour arriver à la paix ce monde doit être libre, je veux simplement rapporter qu'un grand processus a commencé que personne - et certainement pas Hitler - ne pourra jamais arrêter. [...] Les vieilles peurs ne doivent plus paralyser personne [...]. La vieille maison sur la colline entourée de huttes de boue a perdu son enchantement redoutable.* »

Le jour suivant cette déclaration, il fut demandé à Roosevelt de commenter ce passage. Il souligna que Willkie n'avait fait que réaffirmer un point bien établi, suivant lequel « la Charte Atlantique s'applique à toute l'humanité ».

A Casablanca, en février 1943, le choc entre Roosevelt et Churchill fut aussi violent que l'altercation entre de Gaulle et Roosevelt. Roosevelt, extrêmement choqué par les conditions de vie et de travail qu'il avait vues de ses propres yeux en Gambie britannique, proposa qu'un Comité des Nations unies s'y rende en tournée d'inspection. Un Churchill furieux répondit alors qu'il exigerait un examen de même nature dans « votre Amérique du Sud ». A quoi Roosevelt rétorqua qu'il n'en serait nullement offensé. « *Ne vous gênez pas et allez-y, Winston. Il y a une chose, vous savez, que nous appelons liberté de la presse et que vous appelez de votre côté une cruelle publicité.* »

Fin 1943, Roosevelt confia à son fils que la politique qu'il entendait poursuivre après la guerre se trouvait constamment sabotée par les « anglophiles » au sein de son propre département d'Etat. Ceux-ci, disait-il, avaient en tête d'aboutir à un nouveau système de Versailles, imposé par une sorte de Société des nations renouvelée et renforcée. Il ne s'agissait pas du tout du projet de Roosevelt. Il ne voulait pas, ainsi qu'il l'a fréquemment affirmé, d'une paix visant à faire prévaloir et à protéger les intérêts géopolitiques des vainqueurs. A l'opposé, sa conception des Nations unies, dépassant les vagues principes de Woodrow Wilson, qui avaient simplement masqué la réalité d'une politique cynique, reposait sur le développement économique mutuel, sur la définition d'une réelle « communauté de dessein ».

En décembre 1943, Franklin Delano disait à son fils Elliot : « *Tu ne sais pas combien de fois les hommes du département d'Etat ont tenté de me cacher des nouvelles, de me faire perdre du temps, de garder les choses pour eux, parce que ces diplomates de carrière ne sont pas d'accord avec ce qu'ils savent que je pense. Ils devraient travailler pour Winston. En fait, très souvent, c'est ce qu'ils font. Arrêtons d'y penser : nombre d'entre eux sont convaincus que l'Amérique devrait mener sa politique étrangère en cherchant à savoir ce que les Britanniques sont en train de faire, et en le copiant. [...] On m'a dit il y a six ans, affirma mon père, que je devais nettoyer le département d'Etat. C'est comme le Foreign Office britannique.* »

Qu'y avait-il donc, dans la politique que Roosevelt entendait mettre en place dans l'après-guerre, pour susciter de telles oppositions ? Tout simplement, la rupture définitive avec l'ordre géopolitique du XIXe siècle, celui de la Sainte Alliance, prolongé par celui de Versailles : équilibre des puissances, Etat libéral, économie de marché, colonialisme prédateur.

10. LE « GLOBAL NEW DEAL » DE ROOSEVELT

Son dessein était d'établir un « New Deal à l'échelle du monde », reposant sur de grands projets de développement et de peuplement, impliquant des investissements infrastructurels massifs, des systèmes d'irrigation, la modernisation de l'agriculture, la construction de villes et la dynamisation du tout par le progrès technologique.

Il prévoyait un réseau international de ports, le désenclavement de la Russie et de la Chine par la construction de réseaux ferroviaires rapides, la reprise du projet de chemin de fer transafricain ouest-est, l'aménagement du système fluvial en Inde (notamment pour le système Gange-Brahmapoutre) sur le modèle de la Tennessee Valley Authority (TVA), et l'irrigation massive du Sahara ainsi que sa reforestation grâce au pompage d'eau et à la réorientation de certaines rivières subsahariennes allant se perdre dans l'océan. Le pétrole ne devait pas être exploité principalement pour l'exportation, mais pour nourrir en énergie ce type de projets. Si les grandes compagnies s'avéraient récalcitrantes, leur nationalisation devait pouvoir être envisagée.

Bref, il s'agissait d'un plan Marshall, comme nous l'avons dit, étendu à l'échelle du monde. Les autorités britanniques se doutèrent bien, alors, que Roosevelt pourrait avoir en tête des idées peu orthodoxes en matière de financement. Le plus grand danger, pour elles, se trouvait bien là, au cœur même du pouvoir anglo-américain. Lord Halifax, l'ambassadeur britannique à Washington, se rendit donc un jour auprès du Président pour le sonder.

Roosevelt lui dit qu'il voulait créer un système de prêts à long terme et faible taux d'intérêt pour ces projets et qu'il entendait mettre en place un plan cohérent permettant d'éliminer le problème de taux trop élevés et d'argent non disponible. Il proposa que les gouvernements des peuples libres du monde se réunissent pour en discuter. Halifax, très inquiet, dit alors que ce qui était proposé là impliquait un changement de nature dans l'ordre économique et financier existant et aurait un impact énorme dans le reste du monde financier, y compris à l'intérieur des Etats-Unis. A quoi Roosevelt rétorqua : « Alors, qu'il en soit ainsi. » Halifax lui demanda ensuite ce que les experts économiques allaient penser d'idées si radicales. Roosevelt répondit que des nations souveraines réunies par un même projet économiquement et socialement nécessaire n'avaient pas besoin d'experts pour leur dire quoi en penser. Et il conclut : « *Je suis bien conscient que les experts vont probablement attaquer de telles propositions avec le plus grand enthousiasme. Cependant, j'en suis venu à comprendre que tout ce qui m'a été enseigné à l'université sous le nom d'économie par des experts en la matière s'est avéré totalement faux !* »

Les archives maintenant ouvertes montrent qu'à Yalta, Roosevelt alla jusqu'à proposer un projet de mise sous supervision internationale de l'Empire britannique, à la grande colère de Churchill. A son retour, il s'enthousiasmait de mettre au service de la paix les moyens qui, entre 1941 et 1945, avaient été mobilisés au service de la guerre.

Sans le savoir sans doute, il reprenait ainsi la vieille idée de « paix par le développement mutuel » que Sergueï Witte, Emil Rathenau et en France Gabriel Hanotaux, en éveillant alors l'intérêt de Jaurès, avaient voulu mettre en œuvre à une échelle eurasiatique à la fin du XIXe siècle, puis que les organisateurs de la Grande Guerre en France et en Allemagne, Albert Thomas et Walther Rathenau, voulurent à leur tour relancer pour fonder la paix après 1918. L'idée était toujours de mobiliser les moyens d'économie dirigée suscités par la guerre, en faveur de plans de développement de l'économie civile devant assurer la paix par la reconstruction.

Ce sont les milieux financiers anglais, puis anglo-américains, qui sabotèrent cette perspective, en 1897-1898 comme en 1918-1919 et enfin en 1945, après la mort de Roosevelt.

Concrètement, Roosevelt conçut le double projet d'une Organisation des nations, forum des peuples, et d'un nouvel ordre économique et monétaire international pour le développement qui devait permettre à ces peuples d'acquérir les moyens de leur développement et donc de leur indépendance.

Dans son message annuel au Congrès sur le budget de janvier 1945, il présenta un plan de reconstruction pour l'après-guerre prévoyant un investissement de 100 milliards de dollars en infrastructures afin de transformer l'industrie militaire en une industrie civile puissante. Parallèlement, il entendait faire de la santé publique, de l'éducation et du logement trois priorités, en particulier pour les G.I.'s revenant du front.

Le 12 février 1945, il prononça un autre discours au Congrès, demandant la ratification des accords de Bretton Woods, et présenta sa conception d'une Banque mondiale pour la reconstruction et le développement et du Fonds monétaire international : il ne s'agissait pas pour lui de poser des conditions aux nations en s'immisçant dans leur souveraineté nationale, mais au contraire d'assurer les conditions d'un décollage économique offrant les moyens d'exercer réellement cette souveraineté. Le système n'était certes pas idéal, car il reposait sur un privilège-dollar, mais il était tout entier orienté vers l'effort de l'Amérique pour reconstruire le monde et non vers la mainmise des intérêts financiers anglo-américains sur les nations et les peuples, comme cela devint le cas après la dérive des années 60 et la dérégulation succédant à la rupture entre le dollar et l'or, à partir de 1971.

La citation suivante de Roosevelt explique son projet :

« [...] J'ai attiré votre attention sur la nécessité d'une action immédiate vis-à-vis des propositions de Bretton Woods pour un Fonds monétaire international et une Banque internationale pour la reconstruction et le développement. L'objectif du présent message est d'indiquer l'importance de ces organisations internationales dans nos projets pour un monde pacifique et prospère. [...]

« Alors que nous consacrons tous nos efforts à gagner la guerre, nous ne devons jamais perdre de vue le fait que la victoire n'est pas une fin en soi mais que, dans un sens plus large, elle nous fournit les moyens d'atteindre l'objectif, qui est une paix durable et une vie meilleure. [...] Il reste à savoir si nous aurons le courage et la vision de saisir cette immense occasion achetée à un prix si lourd. [...] Si nous voulons relever le défi de la paix avec la même fermeté que nous avons relevé celui de la guerre, nous devons faire en sorte que les institutions de la paix reposent fermement sur les fondements solides de la coopération politique et économique internationale. [...] La pierre angulaire de la coopération économique internationale est la proposition adoptée à Bretton Woods pour un Fonds monétaire international et une Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

« Ce dont [les Etats-Unis] ont besoin correspond à ce dont [les autres pays membres de] l'ONU ont besoin : augmentation de la production, des emplois, du commerce et de la consommation. Pour les Américains, cela veut dire de bons emplois en temps de paix [...]. Cela signifie des commandes et des profits pour nos industries et des prix équitables pour nos agriculteurs. Nous avons besoin de marchés prospères dans le monde pour assurer notre propre prospérité et nous aurons besoin des produits que le monde pourra nous vendre. [...] Dans de nombreux pays libérés, la vie économique est pratiquement arrêtée. [...] Les gens sont épuisés et malades et ils ont faim. Mais ils ont hâte de reprendre le travail et de recréer de leurs propres mains et avec leurs propres

dirigeants les fondements physiques nécessaires à la vie. [...]

« L'aspect principal du rétablissement n'est pas le secours. C'est celui de la reconstruction qui sera prise en main en grande partie par les populations locales et leurs gouvernements. Ce sont eux qui fourniront la main-d'œuvre, l'argent et la plupart des matériaux. La même chose vaut pour tous les programmes visant à améliorer le transport, l'agriculture, l'industrie et le logement, qui sont essentiels au développement des régions économiquement arriérées du monde. Toutefois, certains éléments nécessaires à tous ces projets de reconstruction et de développement devront venir d'outre-mer. C'est là que notre économie hautement développée peut jouer un rôle important pour le reste du monde, qui sera aussi très profitable pour les Etats-Unis. [...] Ces pays manquent des moyens de financement. [...]

« La Banque internationale accordera ou garantira des prêts solides pour couvrir les montants en devises étrangères nécessaires à des projets de reconstruction et de développement dans les pays membres. L'une de ses fonctions les plus importantes sera de faciliter et d'assurer une large participation privée à ces prêts. [...]

« [Ces mesures] devraient aider les pays concernés à redémarrer leur production, à surmonter la première crise de désorganisation et de peur, à débiter le travail de reconstruction et de développement ; et elles devraient aider nos agriculteurs et nos industries à surmonter le problème de la reconversion, en rendant possible un large volume d'exportations dans les années d'après-guerre. [...] Nous savons tous qu'une économie mondiale prospère doit reposer sur autre chose que l'investissement étranger. Il faut stabiliser les taux de change et ouvrir les voies du commerce dans le monde. [...]

« La conférence monétaire des Nations unies à Bretton Woods [...] a soumis un projet pour créer un Fonds monétaire international qui mettra fin au chaos monétaire. Le Fonds est une institution monétaire destinée à préserver la stabilité et la parité des taux de change entre différentes monnaies. Il ne crée pas une monnaie unique pour le monde [...]. Il y aura toujours une monnaie différente dans chaque pays, mais avec le fonctionnement du Fonds, la valeur de chaque monnaie dans le commerce international restera comparativement stable. [...]

« Je ne veux pas vous donner l'impression que ces propositions pour le Fonds et la Banque sont parfaites dans tous les détails. Il se peut que l'expérience future nous montre qu'elles peuvent être améliorées. [...] Mais il serait tragique que des différences d'opinions sur des détails mineurs nous conduisent à sacrifier l'accord fondamental obtenu sur les grands problèmes. [...] »

Le grand dessein de Roosevelt était, d'une part de mettre fin aux empires coloniaux anglais, français, hollandais et portugais, pour faire de la victoire sur le nazisme un instrument de libération bien plus général et, d'autre part, d'organiser en faveur de toutes les régions du monde la réalisation d'un vaste programme de développement infrastructurel et de reconstruction, fondé sur la puissance bâtie par les Etats-Unis pendant la guerre et reconvertie en instrument de paix grâce à des crédits à long terme et faible taux d'intérêt, une sorte de système de « paiements différés » (la réalisation des projets permettant de « payer » au fur et à mesure les sommes avancées).

Sa mort, le 15 avril 1945, empêcha ce « grand dessein » de se réaliser. Il n'en resta que le plan Marshall limité à l'Europe et non, comme l'aurait voulu Roosevelt, étendu à l'échelle du monde. De plus, alors que Roosevelt entendait rallier la Russie à cet ordre par les avantages du développement, le plan Marshall s'inscrivit au contraire rapidement dans une logique de guerre froide. Les dirigeants ou experts français qui blâment la naïveté politique de Roosevelt et s'extasiaient face au réalisme de Churchill et de Truman n'ont absolument rien compris aux enjeux de cette époque. La logique même de Roosevelt, telle que nous l'avons décrite, le conduisait en effet vers un respect des souverainetés nationales et de la justice sociale, alors que celle de Churchill, impériale et financière, n'était autre que celle de la cabale anglo-américaine que Roosevelt avait d'abord combattue de toutes ses forces à l'intérieur de son pays, et qui repose sur le mépris des souverainetés nationales et l'imposition d'un mondialisme anti-étatique, ultralibéral et pillier de ressources.

Deux anecdotes, tirées du *The Roosevelt I know* de Frances Perkins (sa secrétaire au Travail et

l'une de ses plus proches collaboratrices), nous permettent de mieux comprendre ce qui animait son combat.

La première rapporte un dialogue entre le Président et un « journaliste superficiel », raisonnant en binaire, comme l'Amérique en produit tant :

« - Monsieur le Président, êtes-vous communiste ?

« - Non

« - Etes-vous capitaliste ?

« - Non

« - Etes-vous socialiste ?

« - Non, dit-il surpris, comme s'il se demandait à quoi rimait cet interrogatoire. »

Le jeune homme continua :

« Mais alors, quelle est votre philosophie ?

« Ma philosophie ? demanda le Président d'un ton perplexe. Ma philosophie ? Je suis chrétien et démocrate, c'est tout. »

Il aurait fallu ajouter que, contrairement au plus grand nombre, Roosevelt tirait constamment les conséquences pratiques de ses convictions.

L'anecdote suivante montre bien l'homme d'action toujours prêt à élever le débat, ne se contentant pas d'affirmer ce qu'il est, mais entendant toujours le prouver dans la réalité, par ses œuvres. Rentrant de Yalta, Roosevelt rencontre un Ibn Séoud qu'il trouve désastreusement désabusé. Il confie à Frances Perkins :

« 'Pourquoi le Proche-Orient est-il si instable ? Parce que les gens y sont pauvres. Ils n'ont pas de quoi manger. Ils n'ont pas de quoi s'occuper de façon normale. Ils ont besoin de ravitaillement, et ils ont besoin d'en trouver chez eux. Cela seul, à mon avis, ferait plus que tout le reste pour diminuer les risques d'explosion dans ces régions. Voyez ce que les Juifs font en Palestine. Ils ne cessent d'inventer de nouveaux procédés pour exploiter le désert.

« Il s'arrêta pour réfléchir, puis continua : 'Quand je ne serai plus Président et que cette sacrée guerre sera finie, je crois que nous irons au Proche-Orient avec Eleanor, pour voir si l'on peut y monter une entreprise comme le système du bassin du Tennessee et faire vraiment quelque chose de ce pays ; ça m'intéresserait beaucoup.' »

Aujourd'hui, un tel projet, définissant une « communauté de dessein » et établissant les conditions de la paix par le développement mutuel reste à mettre en place au Proche-Orient. LaRouche, comme Shimon Perès, a ajouté - pour résoudre le problème fondamental de l'eau - un projet de développement du nucléaire, pour dessaler l'eau de mer et assurer l'irrigation. Cependant, si le projet de « type TVA » n'a pas encore été établi là-bas, il n'en a pas moins servi d'inspiration à la reconstruction et à la modernisation de l'Europe d'après-guerre. C'est ici que nous retrouvons Jean Monnet.

11. MONNET, COMMISSAIRE AU PLAN

Roosevelt mourut d'une hémorragie cérébrale le 12 avril 1945. Pendant ses derniers jours, il travailla intensément à un plan de « nourriture pour la paix » (*food for peace*), qui prévoyait à la fois le déploiement des ressources agricoles américaines pour nourrir le monde et l'apport

organisé de technologie américaine pour transformer les pays importateurs en économies auto-suffisantes.

Le jour où il mourut, un banquier de Chicago soupira : « Dieu merci, c'est fini ! » La majorité du peuple américain, à l'opposé, se trouva dans l'état d'esprit d'un jeune soldat qui répétait, en passant devant la Maison Blanche : « C'est comme si je l'avais bien connu. »

Dès que le Président fut enterré, l'oligarchie britannique et l'establishment de Wall Street mirent tous leurs efforts à anéantir son œuvre. Les Nations unies furent bientôt sous le contrôle d'une véritable mafia de fonctionnaires anglo-américains ; la paranoïa de Staline fut exploitée afin de créer les conditions de la guerre froide ; Truman se trouva incité à lancer deux bombes atomiques sur le Japon, non par nécessité militaire, mais pour terroriser les opposants à l'ordre anglo-américain ; la doctrine de Destruction mutuelle assurée (MAD) fut imposée à des Etats et à des peuples apeurés ; et enfin, les colonies britanniques, françaises, portugaises et hollandaises ne furent pas immédiatement libérées. Le drapeau impérial anglais flotta à nouveau sur tous les continents. Le plan Marshall fut réduit à un arrangement, utile mais limité, pour permettre la reconstruction d'une Europe occidentale conçue comme zone tampon vis-à-vis de l'Union soviétique, et non pour entreprendre un développement à l'échelle mondiale. La légende d'un Roosevelt qui aurait « vendu à Yalta » la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, voire la Chine, fut répandue par les Britanniques, assistés en cela par les Harriman et les frères Dulles, alors que c'était en fait Churchill qui avait procédé au « partage des empires », pour préserver le sien. [1]

Aujourd'hui, dans les conditions d'une crise financière et monétaire internationale dont l'ampleur dépasse celle des années 30, une chance nous est donnée de renverser cet ordre des choses et de revenir au grand dessein de Roosevelt.

Pour nous autres, Européens et Français, il s'agit d'un défi immédiat et qui nous concerne le plus directement. L'on ne peut réellement le comprendre que si l'on se replace dans les conditions de l'Europe d'après-guerre. Car c'est alors que, trahi aux Etats-Unis, l'élan donné par Roosevelt nous revint. Nous eûmes la chance historique, en particulier en France, en Allemagne et en Italie, de recevoir en retour la meilleure part de l'héritage rooseveltien, et c'est cette meilleure part qui nous investit aujourd'hui d'une responsabilité vis-à-vis de l'ensemble du monde.

Français et Allemands, nous n'avons pas encore réellement compris ce dont il s'agissait. Si nous sommes parvenus à rebâtir nos pays, sous forme d'Etats-nations modernes, c'est grâce à la méthode de l'administration Roosevelt. Non à la protection américaine contre le « communisme », mais grâce à l'application à l'Europe de ces jours sombres de la tradition du « système américain ».

Jean Monnet fut probablement le seul qui, de par sa vision et son expérience de terrain, comprit pleinement que seule une démarche rooseveltienne pouvait sauver l'Europe, tandis que des hommes comme Konrad Adenauer, Robert Schuman, Alcide De Gasperi et Charles de Gaulle, chacun à leur manière, furent conscients de la nécessité de créer les conditions politiques permettant de la mettre en œuvre.

Dès son retour en France, en 1944, Jean Monnet se battit pour une planification indicative susceptible de créer et d'entretenir l'élan du renouveau, rompre avec les routines, promouvoir des technologies de pointe et rassembler toutes les énergies en vue de la reconstruction, de la modernisation et de l'accroissement du pouvoir d'achat général. Inspiré par le modèle de l'administration Roosevelt pendant la guerre, il mit en place une petite équipe d'une trentaine de personnes, informelle et pluridisciplinaire, sans pouvoir administratif direct mais dotée de la faculté d'opérer à travers toute l'administration sans avoir de comptes à rendre à personne. Il s'agissait à la fois d'élaborer le projet de la nation, d'organiser autour de lui un accord de tous les participants - experts, entrepreneurs, syndicalistes et cadres - et d'en suivre l'exécution.

Il proposa alors à de Gaulle de prendre la pleine responsabilité de ce « Commissariat au Plan », à condition qu'il soit rattaché non au ministère des finances, mais au sommet de l'exécutif, c'est-à-dire à la présidence du Conseil. Autrement, pensait-il avec raison, ses initiatives allaient être bloquées par la complicité routinière des bien-pensants. Monnet présenta brièvement ses idées à de Gaulle. Le dialogue, dit-on, fut bref. Le Général, à la fin de l'exposé concis de Monnet, lui dit : «

Vous avez sûrement raison. Mais est-ce que vous voulez essayer ? » A quoi l'Inspirateur répondit : « Je ne sais pas ce que je pourrais faire mais je vais tout de suite m'y mettre. »

Quand de Gaulle démissionna, en janvier 1946, Monnet imposa sa conception - c'était à prendre ou à laisser - aux faibles politiciens d'alors, et centralisa autour de lui la direction économique du pays. Les trois premiers plans furent un succès total, et c'est ainsi que le socle et les vecteurs de l'économie française se trouvèrent établis. Le point essentiel que l'on doit ici comprendre est que, pour financer sans inflation ni discontinuité les investissements du Plan, Monnet fit créer un Fonds national de modernisation et d'équipement, auquel il fit affecter la contre-valeur en francs des dons au titre du plan Marshall. Le fonds devenait ainsi le moteur-central de la reconstruction, fonctionnant sans « risque devises ». En d'autres termes, les Etats-Unis fournissaient une aide à long terme ou octroyaient des dons sous forme de produit de base à valeur dollar, mais sans remboursement ou à paiement différé, et le Fonds en centralisait distribution en se faisant payer la contre-partie en francs par les acheteurs français. Avec les francs ainsi obtenus, le Fonds prêtait « sur projet » à d'autres entrepreneurs publics ou privés, les francs empruntés se trouvant à leur tour reprêtés lors de leur remboursement, suivant un effet multiplicateur et en accord avec les besoins du pays définis par le Plan.

Ce fut en France et en Allemagne, à travers ce Fonds et le Kreditanstalt für Wiederaufbau que les fonds du plan Marshall jouèrent le rôle que Roosevelt eût voulu : celui de « levier vertueux ». En Grande-Bretagne, au contraire, au lieu d'être employés à reconstruire ou moderniser l'industrie, ces fonds furent utilisés dans la perspective de la restauration de la puissance financière britannique, selon le système pervers d'investissements extérieurs. Les retards et les faiblesses de l'industrie britannique, qui ne cessèrent de s'accumuler, furent la conséquence de ce « vice monétariste » de départ.

L'« esprit du Plan » était celui d'hommes partageant une aventure raisonnée, « avec une mentalité de pionniers ».

Libert Bou, ingénieur agronome, raconte à Eric Roussel, le 27 juin 1989, comment il sentit souffler « le vent d'Amérique », avec son ami Philippe Lamour, qui fut l'un des principaux introducteurs des conceptions planistes en France :

« L'idée, si féconde, des aménagements régionaux est également apparue à ce moment-là, sous son impulsion. Jean Monnet m'avait donné à lire le livre de son ami David Lilienthal, ancien ministre de Roosevelt, Adventurer in planning. C'était l'histoire de la Tennessee Valley Authority, à laquelle il avait attaché son nom. La première usine atomique avait été faite là. Pour David Lilienthal, le fil conducteur c'était les plaines, les cours d'eau. C'était son idée centrale. Jean Monnet voulait que je me rende compte aux USA de ce qui avait été fait. Un jour, alors que Lilienthal était à Paris, il me l'a fait rencontrer en compagnie de Philippe Lamour et de René Dumont. Nous nous sommes entretenus avec lui en présence de Jean Monnet qui lui disait : 'Expliquez-nous ce que vous avez fait dans le Tennessee ? Le Tennessee c'était l'Auvergne ! C'était de vieilles fermes mal entretenues, et maintenant c'est un pays florissant.' »

« David Lilienthal nous a fait comprendre de manière magistrale tout ce que l'on pouvait faire autour d'une vallée fluviale. 'Il faut une épine dorsale dans l'investissement agricole, nous dit-il. Une opération coordonnée et intégrée. La première chose à faire est de rendre navigable le fleuve que l'on a choisi, ensuite il faut bâtir des barrages pour l'électricité, ensuite il faut irriguer, remembrer, changer la population agricole, construire des fermes modernes. Tout suit. Quand on amorce un aménagement régional de cette façon, il s'ensuit de fantastiques progrès dans le domaine agricole.' » Jean Monnet était enthousiasmé : 'On sort enfin des bords de fontaines !' Philippe Lamour lui aussi était convaincu. Il entrevoyait la solution du problème qui, depuis un siècle, s'était posé dans sa région : l'irrigation de la rive droite du Rhône à la hauteur de la Camargue jusqu'au Languedoc.

« Nous sommes partis pour les Etats-Unis. A notre retour, j'ai dit à Jean Monnet : 'Voilà la révolution agricole qu'il faut faire. - Eh bien, il faut la faire, nous dit-il. Laissez tomber les pâtures. Sortez quatre ou cinq grandes opérations. - Mais nous ne pourrons jamais les financer dans le cadre du ministère de l'Agriculture. - Ne vous occupez pas de cela. Faites-le.' »

« Nous avons alors créé une première commission, celle du Bas-Rhône-Languedoc. [...]

« A partir de ce succès, d'autres opérations ont été conçues. Une deuxième a été faite à Marseille, avec la Société du canal de Provence, une troisième en Corse avec la Somivac (Société de mise en valeur de la Corse), une quatrième avec l'aménagement des coteaux de Gascogne, une cinquième avec l'aménagement des landes de Gascogne.

« Rétrospectivement, je crois vraiment que c'est Lilienthal qui nous a convaincus. Dans Construit pour le peuple, il spécifiait d'ailleurs que ce qu'il avait fait aux Etats-Unis pourrait être fait dans le Rhône, la vallée du Pô, le Gange ou le Nil. C'était une idée dynamique qui a changé complètement mon idée sur les investissements agricoles. De là est parti le plan agricole et, dans une deuxième phase, la mécanisation de l'agriculture. Cela a coïncidé avec le plan Marshall. C'est là que s'est faite la révolution agricole. »

Eric Roussel commente, après avoir présenté cette citation, qu'« une fois de plus, Jean Monnet a donc eu recours au modèle américain pour amorcer des réformes ».

Face à la crise de 1947, Monnet retrouve également la méthode du « parity price » agricole (assurance que le prix payé au producteur ne sera jamais inférieur au prix de revient du produit), inspirée du New Deal. M. Mennesson, syndicaliste agricole, l'indique très clairement :

« Grâce à M. Monnet, le gouvernement, sensibilisé, promet de respecter certaines règles pour la fixation du prix des céréales : on institua la méthode du prix de revient qui eut cours pendant quelques années. Sans son intervention personnelle, jamais nous n'aurions pu obtenir ce résultat. »

Mieux encore, les fameuses « missions de productivité », organisées pour « faire évoluer les esprits » des entrepreneurs et des travailleurs français, furent inspirées à Monnet par un grand voyage d'études aux Etats-Unis à la fin de 1946. Le but était d'apprendre aux Français comment les Américains s'étaient mis à travailler depuis le New Deal et dans l'effort de guerre. Ecoutons Jean Fourastié, qui se passionna pour ces missions (témoignage de Jean Fourastié déposé au Fonds Jean Monnet de Lausanne) :

« Le projet, à l'origine, était lié au plan Marshall. Les Américains, et notamment M. Clague, le directeur du Bureau of Labor du ministère fédéral du Travail, avec qui j'avais noué des liens de confiance et d'amitié, avaient eu, en effet, les premiers, l'idée de montrer aux Français comment les Américains travaillaient. Un large accueil et des crédits de voyage furent mis à notre disposition. Je fus alors le correspondant, pendant son séjour en France, de Bob Silberman, envoyé du bureau of Labor. Nous avons visité un certain nombre de chefs d'entreprise, de présidents, de syndicalistes, de gens du CNPF. C'est avec Silberman que nous avons mis sur pied les missions de productivité - quatre cents environ. Il s'agissait de missions professionnelles réunissant des chefs d'entreprises, des ingénieurs et des ouvriers. Puis, très vite, le domaine de chaque mission s'est précisé, ramifié ; à l'issue de leur mission, les vingt ou trente participants déposaient un rapport imprimé, largement diffusé en France dans les entreprises de chaque profession. De l'avis unanime, les bienfaits de ces missions pour l'industrie française ont été très grands.

« L'idée a été très vite bien reçue et partout. On s'est aperçu qu'il y avait quelque chose de paradoxal à ce que les traités de science économique ignorent les concepts de productivité et de progrès technique. La science économique, du moins celle qui était alors enseignée en France - mais la situation était la même dans presque toute l'Europe - ignorait ces notions. »

Ici est le point absolument fondamental pour nous : ironiquement, la conception européenne de l'« économie physique », celle de « technologie » et de « productivité » élaborée par Wilhelm Gottfried Leibniz, le colbertisme éclairé et de l'« organisation des forces productives » de Friedrich List et d'Henry Carey, avait trouvé un champ d'application aux Etats-Unis, et l'Europe d'après-guerre l'y retrouvait, pour se reconstruire elle-même.

12. LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER (CECA)

Dès la fin de la guerre, Monnet avait également compris que l'économie française ne serait plus en mesure de croître, au-delà d'un certain point, sans s'intégrer dans un ensemble européen. En même temps, il lui apparaissait clairement que l'Europe continentale ne pouvait, elle, être conçue sans une Allemagne rétablie de plein droit en tant que partenaire actif et réintroduite dans le jeu normal des relations internationales.

Un déjeuner à Londres, le 17 février 1949, avec son ami Edwin Plowden, le convainquit qu'il ne fallait rien attendre, sur ce plan, de la Grande-Bretagne. Plowden, « l'homme d'esprit très pénétrant », vers lequel « on se tournait lorsqu'il fallait prévoir ou changer quelque chose en Angleterre », président de l'Economie Planning Board, est alors le meilleur interlocuteur anglais à tester. Or il se révèle peu intéressé par « le développement continental ». Ses préoccupations principales sont la valeur de la livre, l'avenir de l'Empire britannique et la « relation spéciale » anglo-américaine. Les Etats-Unis étant dépourvus de dirigeants d'envergure, Monnet décida de lancer sur le continent, avec l'Allemagne, l'idée d'une « Europe fédérale », non pour l'immédiat, mais comme référence à long terme. La conception « planiste », pour lui, devait nécessairement s'étendre à cette échelle-là pour conserver son sens et son impulsion d'origine.

Tout à fait conscient, en même temps, que ce n'est pas par des schémas institutionnels que la réalité peut être modifiée, il décida de commencer par un projet « enclenchant la dynamique intégratrice », non pas dans l'abstrait, mais au sein de l'économie physique elle-même : ce fut le projet de Communauté européenne du charbon et de l'acier. Il y voyait aussi un levier pour accélérer le décollage d'une France dont il était conscient du retard économique, et un projet qui se substituerait à des illusions coloniales pour lesquelles cet ami de Léon Blum n'avait jamais éprouvé de sympathie.

Notons ici que plus tard, en 1956, Monnet fixa également une deuxième étape à l'intégration européenne à partir de l'économie physique, en prenant le mode de production d'énergie scientifiquement le plus avancé de l'époque : ce fut l'Euratom. Il ne manifesta jamais un grand enthousiasme pour le marché commun, qu'il jugeait prématuré, et ne le soutint que lorsqu'il n'y eut plus d'autre choix. Il préférait l'organisation en commun de ce qui transforme la réalité - l'« Europe sectorielle » - à l'application de formules administratives, même allant dans un sens propice à ses convictions.

Dès qu'il développa l'idée d'une Agence européenne pour le charbon et l'acier, à partir d'un cœur franco-allemand mais ouverte à tous les pays d'Europe occidentale, Monnet, suivant sa manière habituelle de procéder, mit le projet au point avec son proche cercle d'amis et de collaborateurs. Sur la base de ces discussions, il adressa le 28 avril 1950 une lettre courte et précise au chef du gouvernement français d'alors, Georges Bidault :

« Les obstacles accumulés empêchent la réalisation immédiate de cette association étroite des peuples d'Europe que le gouvernement français s'assigne pour objectif. La voie pour les surmonter est de porter immédiatement l'action sur un point limité mais décisif : la mise en commun de production de charbon et d'acier assurerait immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique, première étape de la fédération européenne, et changerait le destin de ces régions, longtemps vouées à la fabrication des armes de guerre dont elles ont été les plus constantes victimes.

« Le gouvernement français propose de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une Haute Autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe.

« La solidarité de production qui sera ainsi sauvée manifesterait que toute guerre entre la France et l'Allemagne sera non seulement impensable mais matériellement impossible.

« L'établissement de cette unité puissante de production, ouverte à tous les pays qui voudront y participer, aboutissant à fournir à tous les pays qu'elle rassemblera les éléments fondamentaux de la production industrielle aux mêmes conditions, jetterait les fondements réels de leur participation économique.

« Cette production accrue sera offerte à l'ensemble aucune distinction ni exclusion, pour participer au relèvement du niveau de vie et au développement des œuvres de paix.

« A l'opposé d'un cartel international, tendant à la répartition et à l'exploitation de marchés nationaux par des pratiques restrictives et le maintien de profits élevés, l'organisation projetée assurera la fusion des marchés et l'expansion de la production. [...] »

Nationaliste ombrageux et sans vision, Georges Bidault ne s'avéra pas particulièrement enthousiaste, mais les deux atouts de Jean Monnet étaient Robert Schuman et son directeur de cabinet, Bernard Clappier. Monnet avait engagé avec eux des discussions approfondies depuis l'hiver 1949-1950 et finalement, le 29 avril 1950, Clappier transmit la note à Robert Schuman. Celui-ci la lut pendant la fin de semaine du 1er mai, dans sa maison lorraine, et dit simplement à Clappier, en revenant à Paris : « J'ai lu le papier de Monnet. Eh bien c'est oui. » L'approbation était de poids car Schuman, dans l'instabilité des gouvernements de la IV^e République, représentait la continuité de la politique étrangère française : il fut ministre de juillet 1948 à janvier 1953.

Dès lors les choses allèrent très vite, car il fallait faire très vite. En effet, le 10 mai allait se tenir à Londres une réunion franco-britannique, à l'issue de laquelle devait être discuté un projet d'inspiration américaine prévoyant la suppression de l'Autorité de la Ruhr, contrôlant jusque-là la production allemande. Il fallait à tout prix aboutir avant, en moins de dix jours, pour pouvoir mettre les délégations devant le fait accompli.

Aussitôt qu'il connut l'approbation de Schuman, Monnet mit dans la confidence son ami Alexandre Parodi, secrétaire général au Quai d'Orsay. Non pour s'assurer l'appui du « département », mais pour mieux le tenir à l'écart ! « *En sa personne [d'Alexandre Parodi, Nda], écrit Monnet, le Quai d'Orsay était informé et lié en même temps par la loi du silence. Nous étions bien résolus à mener toute l'opération en dehors des voies diplomatiques officielles et à nous passer des ambassadeurs.* » Du pur Monnet, très raisonnable jusque dans son impertinence. Schuman adressa ensuite un envoyé à Konrad Adenauer, afin d'obtenir son accord formel. Celui-ci, le 9 mai, dut interrompre une réunion du Conseil de cabinet allemand pour le recevoir, mais ne s'en repentit pas. Il écrit dans ses Mémoires : « *Ce plan correspondait absolument à la conception que j'avais depuis si longtemps d'une harmonisation des industries clés européennes et je répondis sans délai à Schuman que j'approuvais de tout cœur sa proposition.* »

Schuman peut enfin dévoiler au Conseil des ministres la réponse qui vient de parvenir à Bernard Clappier depuis Bonn. Le ministre des Affaires étrangères emporta l'adhésion de ses collègues. L'après-midi même - tout était, décidément, allé très très vite - au Quai d'Orsay, Robert Schuman rend public le projet, en présence de Jean Monnet, de sa femme Silvia et de certains de ses principaux collaborateurs. Les journalistes, avertis en dernière minute, furent pris de court.

Entre-temps, le 8 mai, Monnet a dû convaincre le secrétaire d'Etat américain, Dean Acheson, qui s'est arrêté à Paris sur le chemin de la réunion de Londres. L'Inspireur, qui le connaît bien et le juge peu imaginaire, prend les choses en mains et lui précise que la Communauté ne sera jamais un cartel, ce qui apaise ce juriste de formation.

Le 10 mai, à Londres, les jeux sont faits. Devant l'ambassadeur de France, René Massigli, scandalisé par la proposition de son propre gouvernement, et le secrétaire d'Etat américain, le ministre britannique des Affaires étrangères, Ernest Bevin, explose. Il est convaincu qu'on a voulu le placer devant le fait accompli - ce qui est exact - et qu'à travers lui on a voulu faire un affront à la Grande-Bretagne - ce qui est sans doute faux quant à l'intention, mais vrai, dans les conséquences de la décision prise.

Le courroux de Bevin ne surprend pas Jean Monnet. Depuis la fin de ma conversation du printemps 1949, déclare lord Plowden, « Jean Monnet avait, je crois, renoncé à faire l'Europe dans l'immédiat avec la Grande-Bretagne ».

13. ACTUALITÉ IMMÉDIATE DE MONNET ET DE ROOSEVELT

Retrouvons maintenant l'Europe d'aujourd'hui. Au regard de ce qu'accomplirent, chacun à leur manière, Roosevelt, Monnet, Schuman et de Gaulle, notre tâche est claire. Nos références sont le New Deal, la CECA et le traité d'amitié franco-allemand de 1963. Les bureaucrates de tout poil s'exclameront sans doute : « *Cher M. Cheminade, quelle confusion des genres ! Vous mettez dans le même sac deux choses qui sont incompatibles : d'une part le fédéralisme européen de Jean Monnet, d'autre part l'attachement absolu du général de Gaulle et des gaullistes à la souveraineté nationale. C'est du confusionnisme, ça ne peut aller logiquement ensemble.* » Dans une logique formelle, celle des manuels scolaires et des prudences partisans, ces bureaucrates seraient dans le vrai. Cependant, à certains moments déterminants de l'histoire, la réalité n'obéit pas à une logique formelle. Le plus haut critère la définit : le contenu physique, économique et humain.

C'est là la véritable leçon de Roosevelt et de Monnet. Mettre le contenu d'abord : ainsi, défendre la cause de l'Etat-nation ne consiste pas à multiplier les déclarations ronflantes de « souverainisme », mais à rétablir la souveraineté financière des Etats et à mener le combat contre le mondialisme anglo-américain, c'est-à-dire contre la dictature du profit à court terme et de l'inégalité érigée en fatalité. Cela ne peut être fait que par l'association d'Etats et de citoyens dans des entreprises communes, à partir de principes partagés, sur la base de grands projets mis en œuvre dans l'intérêt mutuel, transformant l'économie, c'est-à-dire le mode d'intervention de l'homme sur la nature, améliorant les conditions sociales et changeant la manière de penser des peuples. Afin d'y parvenir, en mettant en commun les ressources de chacun des participants, à la mesure des défis à relever, des délégations de souveraineté en faveur d'une autorité supérieure sont nécessaires, non pour étouffer ou écraser l'Etat-nation dans des sables mouvants institutionnels, mais pour lui donner une dimension supérieure. La justice sociale, le droit des gens, les libertés publiques et l'économie physique, les fondements mêmes de l'Etat-nation, doivent passer avant la raison d'Etat.

En ce sens, de Gaulle et Monnet œuvrèrent, aux heures de vérité, dans la même direction historique, Roosevelt, Adenauer et De Gasperi, tout comme un Blum ou un Mendès-France, le firent également. Syncrétisme ? Tout au contraire, définition d'hommes d'exception portés par l'ambition plus haute que nous avons décrite.

Le cas des relations entre Monnet et de Gaulle est révélateur de ce que nous affirmons. A trois moments cruciaux, Monnet pesa de façon déterminante en faveur d'un de Gaulle dont pourtant il se méfiait. De Gaulle, de son côté, bien que repoussant absolument le fédéralisme de l'Inspirateur, avait pour sa compétence une estime qu'il mesurait davantage à certains de ses barons. En mai-juin 1943, à Alger, Monnet, soutenu par Anthony Eden et Clement Attlee sauva littéralement de Gaulle face au complot que Churchill avait fomenté contre lui. Robert Murphy, le représentant de Roosevelt, affirme dans *Un diplomate parmi les guerriers*, que de Gaulle « ne serait allé si vite ni si loin sans l'aide d'un autre Français, Jean Monnet ... » Celui-ci, en effet, avait bien mesuré la faiblesse et le caractère réactionnaire de Giraud, le candidat de ses amis américains. En 1945, c'est à Jean Monnet que de Gaulle confie le poste clé de commissaire au Plan, décision qui marqua toute

l'évolution de la France de l'après-guerre. En 1958, Monnet soutint le retour au pouvoir de De Gaulle, en qui il voyait, dans le rapport de forces d'alors, le seul rempart contre le fascisme, le seul homme capable de délivrer la France de son obsession coloniale et de lui redonner sa dimension européenne. Dans *Le Monde*, dès le début de la campagne référendaire, il appela ainsi à voter oui au référendum du 9 septembre sur la nouvelle Constitution. Hervé Alphand, dans *L'étonnement d'être*, en 1959, présente un beau double portrait du Connétable et de l'Inspirateur, qui exprime clairement ce que nous voulons dire :

« De Gaulle et Jean Monnet sont sans doute les deux hommes les plus importants de la France d'aujourd'hui. Mais quels contrastes ! Le premier tout pétri de culture latine, d'idée de patrie, de notions de sacrifice et de discipline militaire. Il a une haute conception de lui-même parce qu'il s'identifie à la France. Il est impérieux, amoureux du style et de la formule, croyant, incapable de compromis, dur avec lui-même et les autres, orateur admirable, acteur capable de soulever le peuple jusqu'à lui. L'autre, paysan charentais, indifférent aux diplômes, aux honneurs, aux décorations, hait les nationalistes, croit à l'Europe parce qu'il croit aux grands ensembles ; pour lui, la France, dont il aime les qualités exceptionnelles, n'est cependant qu'une partie de l'Europe, qui est une partie du monde. Il croit à la vertu de la négociation, aime la démocratie, exècre les dictatures.

« Pourtant, après bien des combats, ces hommes, aussi opposés soient-ils, se sont tolérés. De Gaulle a accepté les traités européens et les applique mieux que ne le feraient ses prédécesseurs. Jean Monnet a accepté ce nouveau régime, parce qu'il apparaît plus stable que l'ancien et a permis ces réformes économiques sans lesquelles l'Europe n'aurait pu se construire.

« L'un et l'autre sont désintéressés, mus entièrement par les idées et l'idéal. L'un et l'autre ont un courage et une persévérance hors du commun. »

Ce qui apparaît contradictoire à un certain niveau retrouve ainsi sa cohérence à un niveau supérieur, et à des moments déterminants. Cette cohérence tient à deux raisons. La première est le dévouement d'hommes d'exception à la vérité, à la justice et au sort de leur peuple, par-delà leurs défauts personnels. C'est, au sens le plus élevé du terme, le « caractère ». La seconde est la volonté d'inscrire ces engagements dans la réalité économique, sans se soumettre à la règle du jeu. Ici court la trame de l'économie physique, celle de Leibniz et de Colbert, de Friedrich List et de Lazare Carnot. Le point essentiel, répétons-le, est que les contributions originales française et allemande engendrèrent le « système américain » du XIXe siècle, dont le New Deal de Roosevelt fut l'expression au XXe siècle. Après la Deuxième Guerre mondiale, cette conception revint en Europe, dans les bagages de Jean Monnet, et avec l'appui politique d'un De Gaulle ou d'un Adenauer, pour inspirer en Allemagne « l'économie sociale de marché rhénane » et en France la « planification indicative ». Ce que nous venons de présenter ici en est la preuve irréfutable, par-delà les débats relativement secondaires.

Il ne s'agit pas d'un domaine abstrait, matière à réflexions de bureaucrates, d'historiens ou de spectateurs intéressés. Il s'agit de notre histoire, ici et maintenant. Ce que nous venons d'expliquer nous confère une responsabilité particulière à nous autres Français, Allemands et habitants du continent européen, envers nous-mêmes, envers les Etats-Unis et envers le monde. Nous devons reprendre le flambeau que nos dirigeants ont laissé rouler sur le sol, et bâtir l'Europe de la seule manière dont cette construction puisse avoir un sens, avec un grand dessein pour elle-même et au-delà d'elle-même. Ceci signifie retrouver l'esprit des Monnet, Adenauer, Schuman, de Gaulle, De Gasperi, Mendès-France et Kurt Schumacher, dont le nouveau Bretton Woods et le pont terrestre eurasiatique, pour aujourd'hui et demain, sont le reflet vivant. Ils n'appartiennent pas à l'Europe ou aux Etats-Unis en tant que tels, mais à notre avenir commun comme alliance d'Etats-nations souverains, comme dons offerts aux générations futures pour qu'à son tour le flambeau soit transmis.

Rétrospectivement, l'on pourrait dire ceci ou cela et mettre en cause les insuffisances des uns et des autres. Roosevelt n'eut sans doute pas une compréhension suffisante de l'histoire de la France et de l'Allemagne et aurait dû écarter une partie de son entourage, notamment cet Henry Morgenthau qui, depuis son secrétariat au Trésor, entendait détruire l'Allemagne et faire de la France une société pastorale pour touristes américains. Peut-être Monnet était-il trop imbibé

d'esprit anglo-saxon, et ne prenait-il pas assez en compte le fait des Etats-nations et leur capacité de s'autotransformer. Peut-être de Gaulle, en 1945, nourrissait-il encore quelque illusion impériale et sans doute aurait-il pu éviter les massacres de Sétif, le 8 mai 1945, et faire conclure la paix en Indochine avec un Hô Chi Minh qui y était disposé.

Le vrai problème apparaît cependant lorsque nos ratiocinations ou nos réserves nous empêchent d'agir aujourd'hui. Car nous n'avons aucune excuse si, comme ceux que nous venons de citer, nous regardons la réalité du point de vue du futur et non avec les yeux du passé. Un groupe de femmes et d'hommes s'est rassemblé autour de notre mouvement, autour des idées de Lyndon LaRouche et de ses co-penseurs, et nous avons développé, ou aurions dû développer aujourd'hui une certaine maîtrise des questions concernant la connaissance humaine, celles qui se posent à l'homme découvrant aux frontières. C'est-à-dire au véritable citoyen d'un Etat-nation. Cela nous donne un relatif avantage par rapport à nos prédécesseurs, mais aussi une responsabilité plus grande.

En tant que Français et Européens, notre tâche est de faire revivre et d'aider à ramener aux Etats-Unis ce qui nous a été donné dans notre reconstruction et notre modernisation de l'après-guerre. Cela signifie soutenir l'action des amis de Lyndon LaRouche aux Etats-Unis et ainsi d'intervenir absolument dans les affaires intérieures de l'Amérique, en faveur du seul représentant actuel du « système américain », de ce système américain qui représenta historiquement le meilleur de notre civilisation européenne.

Le dessein de LaRouche est en effet de reprendre l'histoire américaine là où la laissa la mort de Roosevelt, en inscrivant le Global New Deal dans la réalité actuelle. Pour que cette fois le torpillage financier ne soit plus possible, la stratégie de LaRouche est de mettre à profit le krach financier, boursier et monétaire qui vient pour aller, politiquement, au-delà de ce que put accomplir Roosevelt, mais dans sa tradition.

La question déterminante est double. A l'échelle du monde, il s'agit de mettre partout en place la perspective du plan Marshall et d'un nouveau Bretton Woods, pour réorienter la monnaie et le crédit vers le financement de ces grands projets infrastructurels conçus par Roosevelt mais que Truman et Churchill torpillèrent. Aux Etats-Unis, il est devenu décisif de remettre en cause les pouvoirs de la Réserve fédérale et de revenir à une approche hamiltonienne de banque nationale. En un mot, il s'agit, cette fois sans compromis possible, du combat décisif et frontal contre le système de banque anglo-américain, à la fois à l'extérieur et à l'intérieur des Etats-Unis. Beaucoup d'Européens, notamment ceux qui en Italie sont passés par l'expérience de la lutte d'Enrico Mattei contre les « grands » de l'industrie pétrolière anglo-américaine, comprennent la tentative de LaRouche et la soutiennent. La France et l'Allemagne, où devraient normalement se trouver les premiers intéressés par ce que LaRouche incarne, font preuve de beaucoup trop de timidité et de soumission.

C'est pour eux, surtout, que nous avons écrit cette histoire.

Je voudrais terminer par deux citations, l'une de Roosevelt et l'autre de Schuman. Roosevelt, à la Convention démocrate de 1936 : « *Beaucoup est donné à certaines générations. D'autres, beaucoup est attendu. Cette génération d'Américains a rendez-vous avec la destinée.* » Schuman : « *Ce que nous faisons n'est pas seulement dans l'intérêt de nos nations, nous le faisons en regardant bien au-delà de nos frontières, en pensant à tout ce que l'humanité attend de nous.* »

En disciple de Roosevelt, Kennedy étudiait la possibilité, quelques jours avant son assassinat, de remettre entre les mains du Trésor américain le pouvoir d'émettre la devise nationale, afin que les institutions de l'Etat puissent rétablir leur contrôle sur le système de banque, sans l'écran de la Réserve fédérale. Ses successeurs ne voulurent plus, ou n'osèrent pas.

Aujourd'hui, nous avons bien rendez-vous à nouveau avec la destinée.

Nos prédécesseurs attendent beaucoup de nous, et les générations à naître exigent que nous allions de l'avant, toujours au-delà des frontières du convenu et du connu, pensant mieux et faisant davantage, pour gagner la bataille décisive et anéantir une bonne fois pour toutes le principe oligarchique. Car cette fois le bégaiement de l'histoire serait bien plus catastrophique

SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES PRINCIPALES

Lyndon LaRouche, *Alors, vous voulez tout savoir sur l'économie ?*, Editions Alcuin, 1998.

Jean Monnet, *Mémoires*, Fayard, 1976.

Ferdinand Pecora, *Wall Street Under Oat ; the story of our modern money changers*, Clifton, A. M. Kelley, 1973.

Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, NRF, Editions Gallimard, 1998.

Bernhard Riemann, « Sur les hypothèses qui servent de fondement à la géométrie », *Fusion*, n°58, novembre-décembre 1995.

Elliot Roosevelt, *As He Saw It*, Westport, Conn., Greenwood Press, 1974.

Eric Roussel, *Jean Monnet*, Fayard, 1995.

Lonnie Wolfe, « FDR vs. Wall Street : Morgan's Fascist Plot Against the United States, And How It Was Defeated », *New Federalist*, *The American Almanac*, Part I, July 4, 1994 ; Part II, July 11, 1994 ; Part III, July 18, 1994 ; Part IV ; July 25, 1994

NOTES

[1] C'est ainsi que Churchill et Staline se partagèrent le « gâteau » des Balkans, y créant les conditions d'une guerre civile ininterrompue. Churchill fut le principal responsable de la première guerre balkanique, la grecque, en remplaçant sur le trône le roi Georges II, alors honni d'une majorité des Hellènes et en particulier de la Résistance antinazie. Auparavant, dès août 1944, il avait également passé un accord secret avec l'Allemagne nazie, par lequel il s'engageait à ne pas gêner la retraite allemande en contrepartie de la remise de Salonique à l'armée britannique.
